

La guerre au Liban

guinisation terroriste, car, par sa nature même, elle renait de ses cendres, mais en devantant les pressions internationales, en parlant ouvertement, de suite, à vos adversaires, vous aurez affaire, pour la dernière fois, à des hommes qui, connaissant la guerre, veulent s'épargner à eux-mêmes, vous gagnerez ainsi, par la route des guerres : la paix. Une paix juste, donc stable.

Votre nation, Palestiniens, a probablement quadruplé en nombre depuis qu'elle a perdu sa patrie, mais ses enfants sont scolarisés aujourd'hui à presque 100 %, ce qui leur donne, pour une génération seulement, une avance vitale - car, dans ces temps où nous vivons, ce n'est déjà plus le rapport d'un petit pays à la vie, mais d'un homme, mais d'est (encore) un salaire, voire un salaire gagné au loup.

Si vous obtenez très vite le levon, le passeport, la patrie, pour lesquels vous combattez depuis quarante ans - maintenant, où vous pouvez, mieux que plus tôt ou plus tard, assurer la difficile et indispensable cohésion de votre peuple, - alors, l'intelligence que vous avez acquise dans l'épreuve et l'exil les positifs du « *le* » vous donneront, déjà, et de grands appels politiques, vous ouvriront les routes et les maîtrises du monde.

Pour vous aussi, votre intérêt réel, immédiat et médial, c'est « la paix maintenant ».

(*) Vice-présidente de France-Algérie, arrivée il y a quarante ans par la police militaire allemande pour territoire, professeur honoraire d'anthropologie, nord-africaine à l'École des hautes études et sciences sociales.

Se comparer à cette page de l'histoire de l'Union soviétique, qui parle sa grandeur et ses répressions concerne toute l'humanité, relève de l'impudeur.

La cause palestinienne, cause juste, ne pourra jamais vraiment se faire entendre tant que sa branche terroriste tuera des enfants, des femmes et des hommes en Israël et ailleurs.

La gauche européenne ne pourra jamais la soutenir complètement face aux excès de certains dirigeants israéliens, tant que le terrorisme sévira dans le monde en son nom.

part de M. Arafat une prétention
ceux qui la mégalomanie.

Ceux qui ont vécu cette grande
histoire dans leur chair et qui, de
surcroît, lui doivent leur vie, disent
NON !

Faut-il rappeler que le poids de la
bataille de Stalingrad a sauvé le
peuple juif de la solution finale,
c'est-à-dire de l'extermination ?
Faut-il préciser que l'armée rouge
n'a jamais été une armée de ter-
ristes ?

Faut-il signaler que jamais dans

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 789 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 629 F
ÉTRANGER
(par aéroport)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
FAYS-BAS

IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (indiquer la nouvelle adresse) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

La guerre au Liban et ses prolongements diplomatiques

Réunis lundi 19 juillet à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Dix n'ont pas publié de nouvelles déclarations sur la situation au Proche-Orient. M. Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a rendu compte de ses entretiens avec le roi Hussein de Jordanie et le président Mubarak. Il a indiqué que les deux chefs d'Etat lui avaient demandé de veiller à ce que l'actuel sentiment anti-américain ne se transforme pas en une hostilité à l'égard de tout l'Occident. Selon M. Genscher, le roi Hussein et M. Mubarak ont souligné une initiative européenne, mais uniquement si cette initiative était présentée en liaison avec les Etats-Unis. La politique européenne et celle des Etats-Unis doivent être harmonisées, a estimé le chef de la diplomatie ouest-allemande. Toujours selon M. Genscher, le roi Hussein de Jordanie considère qu'une répartition des Palestiniens encerclés à Beyrouth-Ouest ne résoudrait pas le problème. Il aurait ajouté que la Jordanie n'était prête à accueillir que cinq cents à huit cents Palestiniens.

● A MOSCOU, des consultations « ordinaires » sur le pro-

blème du Proche-Orient sont prévues ce mardi entre la France et l'U.R.S.S. M. Serge Boldovitch, directeur du département Afrique du Nord - Moyen-Orient au ministère français des relations extérieures, est arrivé lundi à Moscou pour ces consultations prévues depuis plusieurs mois.

● AU CAIRE, selon le journal officiel « Al-Ahram », le gouvernement égyptien a lancé un nouvel appel aux Etats-Unis pour résoudre la crise libanaise le plus tôt possible et protéger les droits des Palestiniens. Selon le quotidien égyptien, cet appel a été lancé dans une lettre du président Mubarak à M. Reagan qui doit être remise ce mardi à l'ambassadeur américain au Caire, M. Alfred Atherton, et qui expose également la position de l'Egypte sur le conflit franco-libanais.

● A CASABLANCA, nous indique notre correspondant au Maroc, une manifestation de solidarité avec la Palestine, rassemblant environ deux mille personnes, s'est déroulée dimanche 18 juillet, à l'initiative d'organisations étudiantes de gauche et d'extrême gauche. Aucun des partis, qu'il soit de gauche ou de droite, n'avait appelé à la manifestation, qui a duré

quarante minutes; elle a été interrompue par la police qui a dispersé les manifestants scandant « Palestine arabe ». « Non aux capitulards ».

● A BEYROUTH, l'ambassadeur de Grèce, M. Entychimios Stophoropoulos, a informé, lundi, le ministre libanais des affaires étrangères, M. Fouad Boutros, que son pays était disposé à participer à une « force de maintien de la paix au Liban ». A l'issue de son entretien avec M. Boutros, le diplomate a précisé que la Grèce était décidée à envoyer un bataillon (trois cents hommes environ) « dans les conditions qui seront agréées par toutes les parties concernées ».

● A NICOSIE, la commission ministérielle spéciale représentant le mouvement des non-alignés a annoncé, lundi, qu'elle n'avait pas obtenu l'autorisation de se rendre au Liban. M. Fouad Boutros a indiqué que le gouvernement du Liban se prononçait en faveur de cette visite, mais se trouvait dans l'impossibilité d'assurer les mesures de sécurité nécessaires car les questions de sécurité et de liberté de mouvement dans le pays ne sont pas de son ressort.

M. Arafat qualifié de « provocation » l'enlèvement du président de l'université américaine de Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — L'enlèvement, lundi soir 19 juillet, du président de l'université américaine de Beyrouth (A.U.B.), à la suite de la rencontre entre le président Reagan et les ministres des affaires étrangères saoudien et syrien, a dramatisé un peu plus la situation. Provocation ou tentative de pression sur Washington ? Les deux hypothèses sont plausibles.

Le président de l'A.U.B., M. David Dodge, était un des très rares Américains qui étaient restés à Beyrouth-Ouest. L'ambassade elle-même a fermé ses portes et s'est réfugiée sur

Beyrouth-Est. Sa fonction est suffisamment importante pour que les Etats-Unis se considèrent gravement visés et pour qu'un homme comme le président Reagan soit peut-être amené à durcir sa position.

Le chef de l'O.L.P., M. Yassar Arafat, qui cherche depuis le début des événements en cours l'ouverture en direction de Washington — il est revenu à la charge lundi pour obtenir une négociation directe avec l'ambassadeur américain, M. Habib, qui a insisté sur la nécessité d'une instruction de la Maison-Blanche — a, pour sa part, considéré cet enlèvement comme une « provocation ».

« Stigmatisant » le rapt et l'attribuant à une volonté délibérée de « torpiller la réunion Reagan-Saoud Al Fayçal-Khaddam », il a proposé les services de sa police pour contribuer à retrouver les ravisseurs et faire libérer M. Dodge. Le mardi au matin, on était sans nouvelles de ce dernier, enlevé par quatre hommes.

La situation demeure tendue dans la capitale, où le blocus de Beyrouth-Ouest n'empêche pas son ravitaillement, sauf en carburants. Les voies de passage s'ouvrent et se ferment au gré des humeurs israéliennes. Des accrochages quotidiens mais limités se produisent toujours dans la banlieue sud, sur les lignes où l'armée libanaise est en contact des combattants palestino-progressistes.

On signale, en revanche, des concentrations de troupes syriennes et palestiniennes, d'une part, et israéliennes, de l'autre, dans la Bekaa, où une autre bataille est possible, Israël étant loin d'avoir fini de repousser l'armée syrienne du Liban, même dans les zones à population chrétienne, notamment Zahlé et les contreforts montagneux qui la surplombent.

LUCIEN GEORGE.

● A la suite d'une coquille, le nom d'une des avocates qui est à l'origine de la création du centre d'information sur les prisonniers, déportés et disparus palestiniens et libanais (le Monde du 11-13 juillet) a été écorché : il s'agit de Mme Beauvillier, et non Besulivier.

Le pessimisme prévaut à Washington

Correspondance

Washington. — Le prince Saoud Al Fayçal et M. Khaddam, respectivement ministres des affaires étrangères d'Arabie Saoudite et de Syrie, s'entretenaient ce mardi 20 juillet avec le président Reagan. Mais, sur la base des déclarations faites par les deux ministres avant et après leur discussion de deux heures avec le secrétaire d'Etat M. Shultz, les milieux officiels américains craignent que les entretiens avec le président ne soient aussi stériles que les précédentes conversations avec le secrétaire d'Etat.

Certes, on note que les deux ministres ne sont pas dans la capitale comme représentants de leurs pays, mais comme chargés de mission par la Ligue arabe qui, en choisissant deux hommes appartenant à un camp des modérés, l'autre à celui des « durs » du monde arabe, a voulu souligner la solidarité de tous les Arabes sur le problème palestinien. Vis-à-vis de leur mandat, les deux hommes se devaient d'être, de démontrer qu'ils avaient accepté leur mission.

Interrogés par les journalistes, les deux ministres ont maintenu des positions qui ne permettent pas d'espérer un progrès dans la négociation bloquée de Beyrouth. Le plus brutal a été M. Khaddam. Il a précisé qu'il avait invité les Etats-Unis à assumer leurs responsabilités.

Le prince Saoud Al Fayçal a une position plus nuancée. Selon lui l'impasse des négociations de Beyrouth n'est pas due, comme on le croit à l'incapacité ou au refus des Arabes d'accepter les combattants palestiniens, s'il est déclaré en substance, en précisant que l'Irak et l'Algérie étaient déjà prêts à les recevoir temporairement. Le problème fondamental, à son avis, est que les Palestiniens veulent recevoir des Etats-Unis et de la communauté internationale des assurances sur leur « ultime destination », et il a souligné que le monde arabe était uni pour demander que les Palestiniens retournent en Palestine, et plus précisément sur la rive gauche du Jourdain.

« De telles assurances », a dit le ministre saoudien, représentent « une nécessité absolue » pour les Palestiniens qui veulent connaître « leur ultime point de destination ». Le ministre saoudien a enfin déclaré que, en acceptant le principe de l'autodétermination

pour les Palestiniens et en commençant à négocier directement avec l'O.L.P., les Etats-Unis accompliraient un geste encourageant qui pourrait faire réussir la négociation en cours.

Mais, avant même les déclarations du prince Saoud, le département d'Etat répétait de nouveau que la position américaine était inchangée, à savoir : pas de négociation avec l'O.L.P. tant que cette organisation n'acceptera pas le droit à l'existence d'Israël, et les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité de l'ONU.

Le porte-parole a précisé que M. Hassan, membre du Conseil national palestinien, ne serait pas autorisé à participer aux conversations avec le président Reagan, mais le représentant de la Ligue arabe à Washington précisait que M. Hassan ne faisait pas officiellement partie de la délégation arabe.

Les milieux officiels ne cachent pas leur déception, et aussi une certaine inquiétude, compte tenu des manifestations d'impatience d'Israël. Ils pensent aussi que la décision du président Reagan de suspendre l'envoi de quatre mille obus à fragmentation à Israël, en attendant les résultats d'une enquête sur les événements israéliens et des accords de 1997-1978 sur l'emploi de ces armes particulièrement meurtrières, créait une bonne atmosphère autour des entretiens. Bien qu'ils n'acceptent pas les explications données par Israël, justifiant l'emploi des bombes à fragmentation, les milieux officiels ne veulent pas engager un débat public avec Jérusalem à un moment où la coopération est recherchée pour tenter d'aboutir à un règlement du conflit au Liban.

Le pessimisme est revenu dans la capitale américaine où se manifeste une certaine inquiétude. Après l'audition du prince Saoud Al Fayçal par la commission sénatoriale des affaires étrangères, le sénateur Percy, son président, déclarait que si Israël attaquait Beyrouth-Ouest avec des armes américaines, le monde arabe en tiendrait les Etats-Unis responsables et pourrait même envisager des mesures de représailles. « Nous vivons une des périodes les plus critiques que ce pays ait connues depuis la guerre », a dit le sénateur Percy.

HENRI PIERRE.

Amman décide de créer une « armée populaire » et rappelle une partie des réservistes

Correspondance

Amman. — Le gouvernement jordanien a décidé de créer une « armée populaire, composée de tous les citoyens aptes au service militaire », et de rappeler une partie de ses réservistes, afin de « se préparer à faire face aux dangers qui menacent la nation ». Le premier ministre, M. Moudar Badrane, l'a annoncé le lundi 19 juillet au cours de la session hebdomadaire du Conseil national consultatif (qui tient lieu de Parlement depuis 1978).

Un certain nombre de réservistes ont déjà été rappelés pour un stage d'entraînement, a également indiqué M. Badrane, tandis qu'un comité « sur des forces armées jordanaises » a été mis sur pied pour « étudier tous les détails et les aspects techniques » du recrutement et de la formation militaire des volontaires de « l'armée populaire ».

La nouvelle a quelque peu surpris à Amman, où, on se prépare à célébrer les fêtes de fin de

ramadan. Cependant, depuis plusieurs semaines, « il avait couru » que les autorités jordanaises envisageaient la création au sein de leurs forces armées d'une nouvelle division composée de réservistes. Des rumeurs faisaient également état de distributions d'armes, dans certains villages proches des frontières irakiennes et syriennes, aux habitants ayant un entraînement militaire.

La combinaison de l'invasion israélienne au Liban et de l'entrée des troupes irakiennes en Irak, en accentuant la « crénelle des périls » dans la région, a sans aucun doute poussé les responsables jordanais à sortir de la position d'attente dans laquelle ils s'étaient cantonnés jusque-là. Mais les dernières déclarations de M. Begin et Shabon, respectivement premier ministre et ministre de la défense israéliens, sur « l'option jordanienne » pour avoir été le facteur déterminant.

Les menaces israéliennes

Amman pouvait en effet difficilement continuer à afficher une certaine « sérénité » officielle à l'égard des menaces à peine voilées contenues dans les propos des dirigeants israéliens, qui ont été relayés avec insistance sans précédent ces dernières semaines, l'idée d'un Etat palestinien en Jordanie. On remarque par ailleurs que l'annonce des mesures en question est intervenue au lendemain d'une déclaration du premier ministre israélien évoquant la possibilité de négociations de paix avec le royaume hachémite et une future confédération irakio-jordanienne. Des propos qualifiés hier de « manœuvres grossières qui n'appellent que le mépris » par M. Moudar Badrane.

Les mesures annoncées par Amman sont en quelque sorte une réponse directe aux dirigeants israéliens qui, lorsqu'ils parlent d'un Etat palestinien sur le sol jordanien, semblent penser que la Jordanie est une terre sans identité et sans peuple. Certains observateurs y voient, selon les termes de M. Badrane, qu'il soulignait également lundi que la Jordanie « ne serait pas une cible facile pour quiconque serait tenté de l'attaquer ».

Un message qui ne s'adresse d'ailleurs pas seulement à l'Etat

hébreu, mais aussi aux Etats-Unis, à l'Europe et aux pays arabes, et qui signifie clairement qu'Amman ne se prêterait pas à des marchandages qui remettraient en cause la souveraineté du royaume hachémite et une « juste solution du problème palestinien ». Les Jordaniens s'attendent en effet à être l'objet de pressions accrues, au moins au niveau politique et diplomatique, dans un proche avenir.

Aussi faut-il voir dans l'appel à la formation d'une « armée populaire » et le rappel de réservistes une démarche aux objectifs dans l'immédiat beaucoup plus politiques que militaires, une volonté de sensibiliser la population jordanienne et de resserrer sa cohésion, de « faire en sorte qu'elle se sente plus directement concernée », afin de conjurer un isolement du roi Hussein, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Isolement qui serait préjudiciable à la stabilité du régime. Certains observateurs y voient également une volonté d'encadrer la population afin de parer à toute possibilité de subversion qui pourrait venir de l'intérieur comme de l'extérieur du royaume.

EMMANUEL JARRY.

Du côté des récits et des nouvelles

<p>Robert Musil</p> <p>Trois femmes Noées</p> <p>Scufl</p> <p>Dans ces nouvelles se manifeste le don de l'auteur de l'homme sans qualités d'exprimer tous les impondérables du cœur et des sens. 50 F</p>	<p>Robert Musil</p> <p>Oeuvres pré-posthumes</p> <p>Scufl</p> <p>Musil, par l'acuité du regard et la tension du style, est tout de suite et toujours au niveau le plus haut. 45 F</p>	<p>FRUITIERO & LUCENTINI</p> <p>Je te trouve un peu pâle</p> <p>Récit d'été Avec trente fantasmagoriques de Federico Fellini traduit de l'italien par Gérard Bly</p> <p>AUX EDITIONS DU SEUIL</p> <p>Un ironique et tragique récit d'été dans le ton de la « Dolce Vita ». 45 F</p>	<p>JEAN-MARIE BLAS DELGROS</p> <p>La mémoire de riz</p> <p>et autres contes</p> <p>AUX EDITIONS DU SEUIL</p> <p>"Il publie son premier livre, et se situe déjà parmi les grands gnostiques de notre littérature..." Pierre Combescot Les Nouvelles littéraires 59 F</p>	<p>JACQUES FULGENCE</p> <p>Les yeux de l'amour</p> <p>NOUVELLES</p> <p>AUX EDITIONS DU SEUIL</p> <p>Six nouvelles d'humour noir, d'auto-caricature féroce et souvent irrésistible de drôlerie. 59 F</p>	<p>PAUL FOURNEL</p> <p>Les grosses rêveuses</p> <p>NOUVELLES</p> <p>AUX EDITIONS DU SEUIL</p> <p>Vingt nouvelles à déguster comme les pâtisseries dont les héroïnes sont particulièrement friandes! 57 F</p>
---	---	---	---	---	--

LE TEMPS DE LIRE AU SEUIL

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

L'aviation irakienne a bombardé les villes iraniennes d'Illam et de Khorramabad

À sixième jour de l'offensive Ramadan, déclenchée par l'Irak contre l'Iran, les deux pays ont affirmé, chacun, lundi 19 juillet, avoir remporté une victoire sur le front médian.

L'Irak a indiqué que ses forces ont renforcé leurs positions en Irak après avoir repoussé avec succès de nouvelles contre-attaques des soldats iraniens défendant le port stratégique de Basrah. Selon un communiqué militaire irakien, cinq cents Irakiens auraient été tués et les troupes iraniennes seraient prêtes pour un assaut final « afin d'éliminer les forces ennemies du sein du territoire irakien ».

D'autre part, qui réfute les affirmations iraniennes, ses forces maîtrisent parfaitement le secteur sud sur les 600 km de front après avoir effectué une série de « rapides contre-offensives ». Un commandant irakien a déclaré que les efforts conjugués des forces terrestres et de l'armée de l'air irakiennes ont permis de « des milliers de morts » parmi les Iraniens.

Cependant, à travers les informations diffusées par Radio-Téhéran, il apparaît que la journée de lundi a surtout été marquée, après deux jours de répit, par de nouveaux bombardements de l'aviation irakienne. Il s'agit de Khorramabad, le chef-lieu du Luristan, deux localités situées respectivement à 50 kilomètres et 100 kilomètres environ de la frontière et à plus de 400 kilomètres du théâtre principal des opérations de l'offensive. Ramadan, ont été bombardés, a affirmé la radio irakienne, ce qui fait état d'un premier bilan de cinq morts et d'une cinquantaine de blessés. Une bombe aérienne, d'après une part, a été déclenchée lundi en fin de matinée dans la capitale irakienne. Ces attaques de l'aviation irakienne ne répondent appa-

UN DIRIGEANT COMMUNISTE IRANIE A ÉTÉ ARRÊTÉ

Les gardiens de la révolution ont arrêté M. Nader Ali Akbar Nehzad, dirigeant du P.C. iranien, le 18 juillet, pour avoir hébergé « des militants antisoviétiques armés », annonce la presse de Téhéran.

Par ailleurs, un procureur a annoncé l'interdiction de la publication de l'organe hebdomadaire du P.C. « Ettihad » - E. Mardom (Unité populaire). Selon le communiqué, la publication était opposée à la loi islamique et à la politique officielle de l'Iran. Ces répressions contre les communistes interviennent après le vote par l'Union soviétique d'une résolution du Conseil de sécurité recommandant l'arrêt des relations entre l'Iran et l'Irak. — (A.F.P.)

DIX ANS DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE FRANÇAISE SUR LE MONDE ARABE ET ISLAMIQUE

On connaît, encore qu'insuffisamment, parfois, la part importante que jouent la connaissance du monde arabe et musulman, principalement à travers deux organismes : le C.R.E.S.M. (Centre de recherches de l'Université de la Méditerranée) et le C.R.A.M. (Centre de recherches de l'Université de la Méditerranée) créés en 1965 et qui se consacrent surtout au Maghreb, et le C.E.R.O.A.C. (Centre d'études et de recherches sur l'Orient arabe contemporain) fondé en 1977, qui revivait, rapport de la recherche universitaire sur cette aire culturelle qui joue un rôle croissant dans les affaires internationales et dans le monde arabe. L'association française des arabistes (1), sous la direction scientifique de Jacqueline Chabbi et de Bruno Biale, inspecteur général de l'enseignement de l'arabe, en mettant à contribution plusieurs organismes, en catalogue, constitue un instrument de travail fondamental. Il donne lieu aussi à maints sujets

d'étonnement et de réflexion, le premier étant l'abandon des thèmes récurrents : près de 6000 en dix ans.

Autres constatations : étudiants et chercheurs ne se cantonnent plus à l'orientalisme traditionnel, c'est-à-dire à l'investigation de la civilisation arabe, mais à la découverte du monde moderne. Le classement par rubrique (art, question palestinienne, etc.) met en évidence la diversité des thèmes et aussi la concentration du champ de la recherche sur le monde musulman « central » et méditerranéen. Ainsi, touché-on du doit la faiblesse des travaux sur l'Islam périphérique, qu'on appelle encore l'Islam de la deuxième vague (le monde du 30 mai 1981) en Afrique noire et en Asie. Toutes ces constatations, et ce n'est pas le moindre intérêt de cette conférence, se sentent, comme le souhaitent les auteurs, une invitation à la recherche interdisciplinaire.

PAUL SALTA.

* Dix ans de recherche universitaire française sur le monde arabe et islamique 1969-1979. Editions Recherche sur les civilisations, Paris, 1982, 440 pages, 77 francs.

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

CPECF
STAGE INTENSIF du 1^{er} au 29 Oct.
5 U.V. 120 heures
Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 585.59.35 +

50 grammes de caviar très frais...

Une idée pour les soirs d'été aux Champs-Élysées, dans une ambiance délicate, romantique (caviar) et des prix dégués pour le meilleur caviar. Au GOLESTAN, 67, Champs-Élysées, 225.62.90.

PRÉPARATIONS PHARMACIE

MEDECINE

CEPES

ASIE

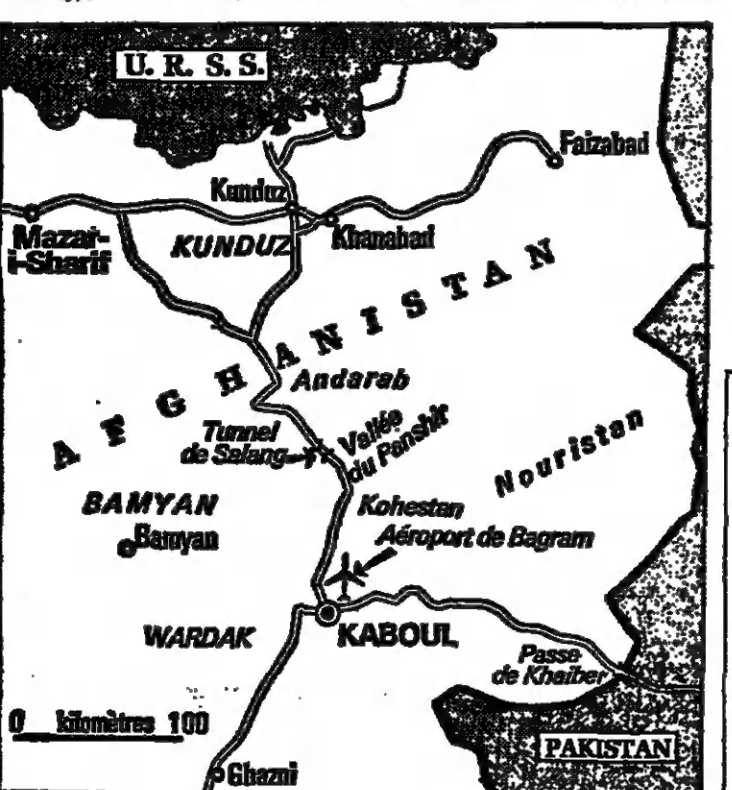
Afghanistan

UN TÉMOIGNAGE SUR LA SITUATION DANS LA VALLÉE DU PANSHIR

La résistance a mis en échec une vaste offensive soviétique

En mai dernier, une vingtaine de milliers de soldats soviétiques et afghans, appuyés par des blindés, l'artillerie et l'aviation, partaient pour la cinquième fois depuis 1979 à l'assaut de la vallée du Panshir, à une journée de marche au nord de Kaboul. Ils semblaient en mesure de ne faire qu'une bouchée des mille à mille cinq cents moudjahidins et de leur jeune chef Massoud. Or, les premiers communiqués triomphaux de Kaboul ont fait place à d'autres, plus embarrassés, quand il s'est avéré que les résistants avaient non seulement tenu, mais que la vallée avait été en grande partie évacuée par les assaillants, qui ont subi de lourdes pertes.

Le docteur Laurence Laumonier, de l'Organisation humanitaire A.M.I. (1), qui était sur place depuis janvier, avec un autre médecin, le docteur Capucine de Bretagne, nous a apporté son témoignage sur les vingt premiers jours de l'offensive soviétique et sur l'organisation de la vallée, qui semble annoncer un nouveau type de résistance, moins tra-



ditionnaliste, aux Soviétiques et au régime de Kaboul.

Préparé de longue date, cette offensive avait été connue du chef des résistants dès le 9 avril, par un rapport officiel de l'armée soviétique qui lui était parvenu de Kaboul. Le mouvement du Panshir est, en effet, en contact permanent avec la capitale. « Massoud recevait des rapports de Kaboul par porteur tout le temps. En cinq mois, il y a eu en moyenne un bombardement tous les huit ou dix jours ; en général on savait à l'avance quel village allait être bombardé. (...) Un jour, j'ai vu arriver deux frères, militaires, qui voulaient rejoindre la résistance. Massoud a accepté l'un, qui était simple soldat,

soviétiques et la bombardement systématiquement les villages.

Selon le docteur Laumonier, le moral et la tactique des hommes de Massoud, ainsi que la soignée de la population, sont la clé de son succès. Elle a vu des blessés partir au combat après les premiers soins, car « personne, au Panshir, n'a jamais pensé que la partie était perdue ». Très vite après les attaques hélicoptères, la riposte a été organisée. « Dans des gorges de la vallée, les commandos descendent d'hélicoptères et abattent les uns après les autres. Dans un endroit plus vaste, un camp de tentes soviétique a été attaqué au bout de deux jours : bilan, cinq cents à six cents victimes. « La médecine évolue les pertes à deux mille ou trois mille hommes et à une cinquantaine de blindés. Après vingt jours, la moitié

(1) Aide médicale internationale, 113, rue des Américains, 75020 Paris. Tél. 636-98-14, C.C.P. Paris 75-46 G.

« RETOUR À PHNOM-PENH » DE Y. PHANDARA

Entre le tigre et le crocodile

L'anthologie de textes politiques écrits au long des pages du livre de M. Y. Phandara prêterait à sourire si elle n'avait été écrite en lettres de sang et si elle n'avait, par son absurdité, mené au paroxysme, conduit, comme le dit l'auteur, « le Cambodge du génocide à la colonisation ». Vietnamienne, Étienne de Paris, militant du FUNK, M. Y. Phandara était retourné à Phnom-Penh avec sa famille au début de 1978, d'où le titre de son livre.

Son témoignage est tout d'abord celui d'une déception. Déception de voir une révolution pour laquelle il avait milité tourner au cauchemar. Déception de voir tant de talents inutilisés, tant de gens méprisés, l'égalité, fondement du socialisme, bafoué par ceux-là mêmes qui s'en proclamaient les dévoués.

« Vous voulez voir un stylo ? », lui disaient ses instructeurs du « camp » de Boeng-Trabek, où les anciens étudiants et diplomates avaient été enfermés à leur retour à Phnom-Penh. « Prenez une plume, c'est votre stylo. La plume sera votre papier. Allez signer tant que vous voudrez ! » Dans les mois qui précèdent la fin du régime, les dirigeants khmers rouges, content du besoin d'utiliser les compétences jusqu'alors méprisées, accordèrent à ces internés un traitement de faveur. Pas étonnant que, malgré une propagande qui présentait les Vietnamiens comme des croque-mitaines — et suivant le proverbe khmer, qui dit que « Si tu restes sur la berge, tu seras la proie du tigre, si tu le

de la vallée avait été évacuée. Les camps de l'armée afghane qui y restent sont isolés et les garnisons n'en sortent pas.

La population a été évacuée vers les vallées adjacentes où, chaque jour, ses responsables sont avertis par émissaires venus du quartier général de Massoud du déroulement des opérations de la vallée. La résistance est, en effet, fort bien organisée. Cinq comités — culture et sécurité, économie, politique, militaire et santé — comptent des délégués élus dans chaque village. Les écoles ont été rouvertes et disposent même de bibliothèques. Les médecins de l'A.M.I. ont formé des infirmiers aux plecs nus.

Les deux témoins font, en outre, état d'une solidarité croissante entre moudjahidins de régions différentes.

« Quand le suis repartie vers le Panshir, nous dit le docteur Laumonier, nous avons croisé des moudjahidins venus du plateau voisin de Chaman, qui apportaient au Panshir des sacs de grains et de céréales secs (...). Milla Hazara de Bamyan, des gens de Kunduz, une centaine venus d'Andarab au nord, trois cents venus du Nouristan, ont été venus à l'aide du Panshir, qui sont devenus un symbole de la résistance. Massoud les a chargés de s'occuper à l'arrivée de nouveaux combattants. (...) Les Tadjiks du Panshir sont en contact avec leurs frères d'U.R.S.S. : un artilleur anti-aérien soviétique relâché aux résistants venait du Tadjikistan et on m'a dit que d'autres transfuges du même origine avaient participé à l'attaque du défilé de Kaboul.

La solidarité croissante entre

Patrice de Beer.

Inde

La grève des filatures de Bombay se poursuit depuis six mois

De notre correspondant

New-Delhi. — La grève des cinquante-quatre filatures qui emploient Bombay deux cent cinquante mille ouvriers se poursuit depuis le 18 janvier, et ce conflit semble toujours dans l'impasse. Les entreprises affirment n'avoir pas les moyens d'acquiescer aux revendications de salaires réclamées par les grévistes, et ces derniers paraissent déterminés à tenir, en dépit des difficultés. Pourtant, cette grève est dissimulée pour les communistes et autres organisations de gauche qui se sont ralliés à la cause des ouvriers. Le Parti du Congrès de Mme Gandhi avait revendiqué le contrôle de la majorité des usines travaillant à Bombay. Les communistes et autres organisations de gauche affirment compter parmi eux de nombreux sympathisants. En réalité, le mouvement est dirigé par le docteur Datta Samant, un responsable syndical indépendant de toute attache politique. Le docteur Samant représente un phénomène spectaculaire à Bombay, où il est suivi par un million et demi de travailleurs ; bien plus que n'importe quelle formation politique. Le Congrès ne compte que 2,5 millions d'adhésions dans ses rangs pour tout le pays, le P.C.I. (pro-soviétique), 1,4 million, et le P.C.I. (marxiste), 1,4 million. Le P.C.I. (pro-soviétique) a été déclaré illégal en 1968. Le P.C.I. (marxiste) a été déclaré illégal en 1971. Le P.C.I. (pro-soviétique) a été déclaré illégal en 1971. Le P.C.I. (marxiste) a été déclaré illégal en 1971.

Une lettre de l'ambassadeur de Paris

L'ambassadeur de l'Inde à Paris nous a écrit pour dire qu'il jugeait « injuste et peu équitable » notre bulletin de l'étranger du 17 juillet. Voici l'essentiel de son argumentation.

L'article ne mentionne pas que le président Zail Singh a été élu par le Parlement indien, et que, par conséquent, il est le représentant légal de l'Inde, qu'il est donc le seul à avoir le droit de parler au nom de l'Inde. L'article ne mentionne pas que le président Zail Singh a été élu par le Parlement indien, et que, par conséquent, il est le représentant légal de l'Inde, qu'il est donc le seul à avoir le droit de parler au nom de l'Inde.

FRANCE

L'épilogue d'été

Comme

GUIDE PRATIQUE

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

L'épilogue d'élections controversées

Après plusieurs semaines d'attente, le Journal officiel, dans son numéro complémentaire du 12-13 juillet, a publié la liste, par circonscriptions électorales, des noms des députés élus, pour la première fois au suffrage universel, au Conseil supérieur des Français de l'étranger, à la suite du scrutin des 23 mai et 6 juin (le Monde des 25 et 26 mai).

Les Français établis hors de France - environ un million et demi de personnes, dont les deux tiers inscrites dans les consulars - bénéficient depuis la Constitution de 1946 d'un privilège unique au monde parmi les communautés expatriées : une représentation parlementaire, en l'occurrence six sénateurs, au pays.

Était-ce une raison, parce que sur ce point ils étaient comblés, pour se montrer cavaliers avec eux au point que - fait unique dans nos annales électorales - le gouvernement (et en l'espèce le Quai d'Orsay) n'ont jamais publié les résultats officiels globaux chiffrés des élections des députés au Conseil supérieur des Français de l'étranger (lesquels éliront plus tard six sénateurs) entraînant jusqu'à maintenant diverses polémiques au sujet de ce vote.

Selon M. Jean-Pierre Bayle, député national du parti socialiste aux Français de l'étranger, « la gauche, sur cent trente-deux sièges à pourvoir, en a obtenu quarante-deux, soit 32,1 % des sièges avec 30 % des suffrages exprimés, ces chiffres réduisant à néant les injures concernant les « maoïstes », « goulles socialistes » et le « charcutage électoral ». D'après M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur des Français d'Afrique noire (radical valoisien, membre de la Gauche démocratique), « les candidats de la majorité ou proches d'elle ont obtenu quarante-quatre sièges, soit 31 % des sièges avec 29,77 % des voix ». M. Cantegrit précise que l'Association démocratique des Français de l'étranger (ADFE), créée en 1980, et « projection du P.S. hors des frontières », a eu quarante sièges, le parti communiste un siège (à Alger), et les « fameux divers gauches » approximativement trois, deux autres sièges étant encore incertains entre la majorité et l'opposition.

Le sénateur d'Afrique est hostile au nouveau mode électoral - « le scrutin à la proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste (1) » - et il pense que sans la récente création de vingt-deux circonscriptions (sur quarante-six) où il suffit d'avoir 25 % des suffrages pour gagner un siège, « l'ADFE aurait eu dix députés en moins au Conseil supérieur des Français de l'étranger ».

M. Bayle souligne, quant à lui, qu'il est malhonnête de présenter l'ADFE comme une quelconque courroie de transmission du P.S., car « s'y trouvent également des radicaux de gauche, quelques communistes, des gauchistes de gauche et surtout des sans-parti ».

Une forte opposition

Les vifs reproches adressés par l'opposition au gouvernement à propos du mode de scrutin et du découpage des circonscriptions ne paraissent guère justifiés, surtout en regard du progrès que représente l'élection au suffrage universel des cent trente et

un (2) députés des Français de l'étranger à leur Conseil supérieur de Paris. En revanche, même si les deux élections ne sont guère comparables, il est patent - au vu des 30 % de voix pour M. Mitterrand, le 10 mai 1981, et d'un pourcentage à peu près identique pour les candidats de la majorité aux élections du Conseil supérieur - qu'un grand nombre de Français de l'étranger restent méfiants à l'égard de l'équipe au pouvoir.

Les députés nouvellement élus se réuniront dans un an pour procéder au renouvellement de deux sièges sénatoriaux « africains ». D'ici là le gouvernement pourrait porter de six à douze le nombre des sénateurs des Français de l'étranger, ce qui permettrait tout à la fois de renforcer la représentation parlementaire de ces derniers, généralement jugée insuffisante par la plupart des partis, mais encore d'assurer sans coup férir celle de la majorité parmi les porte-parole d'un million et demi d'expatriés. Après tout, même minoritaires, les Français de l'étranger se situant à gauche doivent pouvoir être représentés sur le plan parlementaire. Qui oserait les contester ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Ce type de scrutin était pourtant utilisé jusqu'ici pour la désignation des députés des conseils municipaux élisant les sénateurs des Français de France.

(2) Le nombre total des députés est statutairement de cent trente-sept, mais la Suisse a refusé que les Français résidant chez elle élisent dans nos consulars leurs six représentants au Conseil supérieur, et il a donc fallu que le ministre des relations extérieures les désigne. Il en a nommé seulement deux, dont les noms sont publiés au Journal officiel du 12-13 juillet.

Correspondance

M. Eric de Merville, Français d'Abou-Dhabi, estime que : l'application de la règle du « plus fort reste » donne des résultats intéressants, comme on peut le constater dans la circonscription regroupant les pays de la péninsule Arabique. Ainsi, à Abou-Dhabi, sur deux sièges à pourvoir, l'un se trouve attribué à la liste de l'Union des Français de l'étranger (U.F.E.) (soutenue par l'opposition), qui a obtenu 72,78 % des suffrages exprimés, l'autre allant à la liste A.D.F.E. (de tendance pro-gouvernementale), qui n'a recueilli que 27,22 % de ces suffrages.

Il s'agit donc d'une bien curieuse proportionnelle dans laquelle la seconde liste, avec près de trois fois moins de voix, obtient un siège comme la liste majoritaire. La soi-disant volonté de démocratiser ce scrutin par l'introduction du suffrage universel est donc en réalité une simple manœuvre électorale destinée à « corriger » l'expression des sentiments des Français de l'étranger en majorité favorables aux partis de l'opposition.

D'après M. J. Grosdidier de Matons, docteur en droit, résidant à Washington l'élection s'est déroulée selon un redécoupage suspect des circonscriptions. Le mode de scrutin a été pratiquement imposé par le gouvernement, qui a refusé une solution plus équitable proposée à l'unanimité par la commission mixte Assemblée nationale-Sénat, comprenant quatre députés socialistes ; ceux-ci n'ont pas voulu, en fin de compte, suivre le gouvernement.

Certains électeurs, comme les fonctionnaires, ont été dispensés d'inscription sur les listes, ce qui est

inhabituel en matière électorale ; d'autres n'ont pu voter parce que la procédure permettant de déposer des procurations était obscure et exigeait des réactions très rapides ; on favorisait ainsi les uns, qu'on jugeait a priori favorables au pouvoir, et on écartait les autres. Les listes de l'ADFE, socialiste ont été favorisées, au plan de la propagande notamment ; on a vu des miss dominici, rémunérés par le contribuable pour d'autres tâches, visiter les communautés françaises de l'étranger pour y répandre la bonne parole et chauffer les troupes.

On s'est livré à des attaques verbales et écrites peu convenables contre les sénateurs sortants, bien que le décret organisant les élections ait formellement interdit toute polémique à l'égard de l'étranger. On a relancé les électeurs par lettres jusqu'au dernier moment, les consulars ayant communiqué à des associations ou comités d'action qui soutenaient les candidats de l'ADFE, les listes des Français inscrits auprès du poste, ce qui est probablement à la limite de la légalité.

Un lecteur de Rio-de-Janeiro analyse ainsi les résultats de sa circonscription : Au Brésil, sur 6 367 inscrits, 1 327 ont voté, soit 20,8 %. La liste de l'Association démocratique des Français de l'étranger, qui soutient le gouvernement, a obtenu 429 suffrages, celles de l'Union des Français de l'étranger 860. Suivant les dispositions du décret du 22 février 1982 qui fixe les modalités de ces élections, chacune des deux listes aura un représentant à Paris. Trois remarques s'imposent :

1) Un cinquième des inscrits a voté. Tout s'est déroulé dans la hâte, aucune propagande électorale n'étant autorisée (1), de sorte que bien des Français n'ont pu être joints ou n'ont même pas su de quoi il s'agissait. En tout état de cause, lorsque 20 % des électeurs votent, il est permis de s'interroger.

2) Avoir un représentant pour 429 votants - sur les 6 367 inscrits du Brésil - à égalité avec une liste qui obtient exactement le double des suffrages, n'est-ce pas une conception assez singulière de la démocratie ?

3) Les Français résidant à l'étranger ont voté jusqu'à présent, en majorité, pour la droite : l'éloignement de France, qui tend à exacerber le patriotisme, les conditions matérielles de nombre d'entre eux, et des mœurs, n'y sont pas étrangères. Mais ne voit-on pas qu'avec de tels procédés nombre de nos compatriotes, qui respectueux du pouvoir en place seraient prêts à soutenir le régime issu du 10 mai, risquent de se rallier à une opposition intransigeante, en ayant le sentiment que la démocratie à laquelle ils sont aussi attachés que les Français de l'Hexagone est, en fait, bâouée ?

(1) C'est le cas dans tous les pays (N.D.L.R.).

Réagissant à la lettre de M. Yves Le Coadic, enseignant au Maroc, (le Monde du 25 mai) selon lequel il y a à l'étranger des « Français-immigrés » (dans les pays riches) et des « Français néo-colons » (dans les tiers-monde), deux coopérants de Marrakech, MM. Claude Turbowitch et Joël Guillotin, nous écrivent :

Assimiler les coopérants français à des mercenaires ou à des colonisateurs, comme le fait M. Le Coadic, enseignant, membre de l'ADFE, et de l'AGEN-Maroc, nous paraît être une caricature pour le moins simpliste, voire malhonnête, de la coopération. Il existe des coopérants d'un troisième type, nous en avons rencontrés, ils sont la grande majorité. L'acte de coopération relève avant tout d'un certain état d'esprit de la part du coopérant, bien sûr, mais aussi de la part des autorités du pays qui l'accueille. Il est vrai que cet état d'esprit est parfois absent chez certains des différents partenaires. La coopération ne doit pas être la soumission, l'exploitation, encore moins la subversion ! C'est un

échange en profondeur et de longue haleine, d'un savoir technologique et scientifique. Cet échange sous-entend des relations humaines diversifiées et prolongées. La durée de l'acte individuel de coopération n'est-elle pas la meilleure preuve de sa sincérité ?

M. Gilles Carasso, secrétaire général de l'Association démocratique des Français de l'étranger, insiste sur le fait que : lors du scrutin du 23 mai pour l'élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger les listes de l'ADFE ont recueilli 30 % des suffrages et emporté 31 % des sièges à pourvoir. Cet écart exceptionnellement réduit entre la proportion de suffrages exprimés et de sièges attribués nous semble une réponse suffisante aux affabulations des six sénateurs représentant les Français établis hors de France, qui déclamaient que le système électoral démocratique mis en place par le gouvernement n'avait d'autre objet que de permettre une sur-représentation de l'ADFE.

L'analyse en termes uniquement politiques à laquelle se sont livrés les sénateurs est bien sûr une pirouette de plus au service des forces politiques conservatrices. Mais c'est aussi et surtout, à nos yeux, une ultime tentative pour masquer ce que représente l'entrée de quarante élus de l'ADFE au Conseil supérieur des Français de l'étranger : une formidable bouffée d'air frais.

M. J.-C. Eudeline, président de l'Association de défense des expatriés de Zouerate (Mauritanie), d'Afrique et du Moyen-Orient (50, avenue François-Mansart, 78600 Maisons-Laffitte), nous précise, à propos de l'article de J.-P. Péroncel-Hugoz (le Monde du 25 mai) évoquant les hésitations des Français à s'expatrier :

L'absence de protection sociale des expatriés est le principal motif des réticences très compréhensibles des jeunes, comme des anciens, d'ailleurs. Profitant de la conjoncture, les sociétés françaises exploitent les expatriés de façon éhonnée : souvent pas de contrat au départ, horaire de travail fixé sur place sans heures supplémentaires, retraite de réversion de sécurité sociale non indexée et payée avec de gros retards aux veuves d'accidentés du travail, non-paiement des assurances, etc., et pratiquement pas de recours, car les prud'hommes se désintéressent des expatriés.

(Publié)

Titulaires d'un baccalauréat préparez un DIPLOME NIVEAU III en

— PHOTOGRAPHIE

Renseignements et inscriptions :

INSTITUT SUPÉRIEUR NATIONAL DE L'ARTISANAT

10, rue des Capucins, 57000 METZ - Tél. (8) 775-18-40

IL Y A ENCORE DES HOMMES QUI SE DÉPENSENT SANS COMPTER!

EUROP ASSISTANCE
285.65.65

ENGINEERING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12* 347.21.32

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

IL Y A ENCORE DES HOMMES A QUI ON PEUT TOUT DEMANDER!

EUROP ASSISTANCE
285.65.65

ARCHITECTES BATISSEURS

« Ils ne sont pas en vacances !... Ils vous attendent dans toutes les régions de France. C'est le moment de réfléchir avec eux sur votre future maison. Ils en ont le sens. »

Pour avoir leur adresse sur place appelez ou écrivez :
Architectes-Bâtisseurs
BP 84-84006 AVIGNON
Tél. 90165 23.24

EUROP ASSISTANCE DES HOMMES QUI SOULEVENT DES MONTAGNES!

En France ou au bout du monde, à la mer ou la campagne, quoi qu'il vous arrive, nous ferons tout pour vous aider. Vous qui allez partir cet été, adhérez à Europ Assistance dans les Banques, les Agences de voyages, chez les Assureurs et dans les Caisses d'Épargne Écureuil.

europ assistance
285.65.65

UN GUIDE PRATIQUE

La ministre de la coopération et du développement vient d'attirer l'attention sur la publication d'un Guide des Français à l'étranger, réalisé par le service d'information et de diffusion du premier ministre. Cet ouvrage de 232 pages donne des informations, des conseils et des adresses sur l'emploi, la protection sociale, la fiscalité et la scolarisation. On y trouve également les références des organismes pouvant fournir renseignements aux personnes qui désirent s'expatrier ou revenir en France. Le guide, qui est édité par la Documentation française, renferme enfin un certain nombre d'adresses utiles, notamment celles des ambassades, consulars et chambres de commerce en France et à l'étranger, ainsi que celles des établissements scolaires français ou francophones à l'étranger, reconnus par le ministère de l'éducation nationale.

On apprend aussi dans ce guide de 220 pages, à la rubrique « Activités semi-bénévoles », au moins quinze associations françaises s'occupent de fournir des activités

« exigent une vocation affirmée et un grand désintéressement » aux Français de l'étranger - notamment les conjoints ou les enfants de citoyens en poste dans des pays du tiers-monde - ou aux personnes (médecins, infirmières, enseignants, animateurs sociaux, etc.) acceptant, durant une période déterminée, de travailler pour un salaire minimum au profit d'une communauté humaine en difficulté. Les Volontaires du progrès peuvent être aussi ingénieurs, notamment en agronomie, les Compagnons bâtisseurs recrutent des techniciens en hydraulique, la Délégation catholique pour l'enseignement recherche des enseignants scientifiques. Il y a là tout un domaine à explorer, notamment pour les jeunes gens désireux, avant d'entrer dans la vie professionnelle proprement dite, d'acquies une expérience sur le terrain à travers un semi-bénévolat. Une brochure annexe : « Que faire avec le tiers-monde ? », a d'ailleurs été éditée par les ministères des relations extérieures et de la coopération.

J.-P.-H.

AMÉRIQUES

Bolivie

CONSIDÉRÉ COMME UN « DUR »

Le général Vildoso succède au général Torrello à la tête de l'État

La crise ouverte à la tête de l'État bolivien par la démission du général Torrello a pris fin le lundi 19 juillet. Une junte formée par les commandants en chef des trois armées a désigné pour lui succéder le général Guido Vildoso, chef d'état-major de l'armée de terre, considéré comme un « dur ».

Correspondance

Lima. — Le président bolivien Celso Torrello a finalement été évincé par ses compagnons d'armes qui l'avaient désigné, le 4 septembre 1981, pour succéder au général Luis García Mesa, au pouvoir depuis le coup d'État du 17 juillet 1980. Les putschistes étaient alors tellement vilsipendés par le peuple bolivien et la communauté internationale qu'ils avaient fait en quelque sorte une retraite tactique en plaçant à la présidence cet homme effacé, sans ambition. Grâce à lui, les « durs » de l'armée avaient pu quitter la capitale sans perdre le contrôle du pouvoir.

L'Église catholique et l'ambassade américaine mélangent au général Torrello dans l'espoir de contrebalancer, et même de neutraliser, l'influence des militaires les plus compromis dans la contrebande et le trafic de cocaïne. Profitant de la situation et bénéficiant du soutien de l'Église, les syndicats reprennent à l'offensive à partir de novembre. Quelques mois plus tard, les partis politiques prennent la relève et arrachent au chef de l'État une amnistie ainsi que la suppression des mesures dictées depuis le putsch : dissolution des organisations politiques et syndicales, couvre-feu, intervention dans les universités.

Sous la pression de la population et des éléments légalistes de l'armée, le général Torrello fut même contraint de modifier son programme de démocratisation. Il avait d'abord

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

été élu par trois ans, mais il a finalement

Argentine

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS PLUS DE SIX ANS

Un meeting politique s'est tenu à Buenos-Aires

Correspondance

Buenos-Aires. — Pour la première fois depuis le coup d'État militaire du 24 mars 1976, un parti politique a débattu publiquement. Le week-end dernier, c'est M. Raúl Alfonsín, leader du Mouvement de rénovation et de changement considéré comme l'alternative radicale (U.C.R.), une formation presque centenaire — qui a donné le coup d'envoi, le vendredi 18 juillet, au cours d'un meeting organisé à Buenos-Aires par les journaux radicaux. Le lendemain, le comité national de l'U.C.R. s'est réuni en session plénière. Quarante-sept députés venus de toutes les provinces ont contribué à la tête de l'organisation M. Carlos Corbin, qui a succédé à Ricardo Balbín à la mort de ce dernier, en septembre 1981.

Pour beaucoup d'observateurs, M. Alfonsín est la principale figure du parti radical. Certains font même de lui le candidat de l'U.C.R. à la prochaine élection présidentielle. M. Alfonsín rappelle les traits de l'indépendance, celle qu'il a adoptée dès le début de la « reconquête » des Malouines. Alors que la plupart des dirigeants de l'opposition, en particulier M. Corbin, se laissent gagner par la ferveur nationaliste et l'absence d'élégance des forces armées, il n'a pas hésité à dévoiler les véritables motifs de l'opération du 2 avril et à prédire une défaite militaire aux conséquences catastrophiques. La reddition de la garnison du général Bordaberry et les graves crimes du haut commandement militaire dans la conduite des opérations lui ont donné raison. Son autorité à l'intérieur et à l'extérieur du parti en a été renforcée.

JACQUES DESPRES.

Grande-Bretagne

Les mauvaises fréquentations de Buckingham Palace

De notre correspondant

Londres. — « Honni soit qui mal y pense. » Quelques députés britanniques se sont souvenus, lundi 19 juillet, en écoutant le ministre de l'intérieur leur annoncer, d'un ton un peu glorieux, la dernière frappe du palais de Buckingham, que c'est là, trône de roi, le foyer de la corruption. Sous les lambris de la Chambre des communes, on entendait une mouche voler. « J'ai pensé approprié d'informer la Chambre que le commandant Michael Trestall, garde du corps personnel de la reine et chef de la police du palais, a démissionné après avoir avoué qu'il entretenait des relations homosexuelles avec un prostitué depuis plusieurs années. » Les députés, abasourdis, se sont regardés. Sur les bancs conservateurs, on fixait le plafond. Il faisait très chaud.

Un scandale peut en cacher un autre. Dans les couloirs de Westminster où l'humour ne pardonne pas ses droits en ces temps difficiles, on se demande maintenant quel sera le prochain.

Turquie

Les hommes politiques entendent participer au débat sur le projet de Constitution

De notre correspondant

Ankara. — Au retour des vacances, le 2 août prochain, les membres de l'Assemblée consultative turque commenceront à débattre du projet de nouvelle Constitution qui a été rendu public samedi 17 juillet (« Le Monde » du 20 juillet). Le texte définitif sera probablement soumis au conseil national de sécurité vers la fin de septembre, lequel y apportera, bien entendu, les dernières retouches avant de le soumettre au référendum populaire prévu, en principe, pour le 7 novembre prochain.

Avec la préparation du projet constitutionnel, on entre ainsi dans la deuxième phase importante du processus de démocratisation de la vie politique en Turquie. L'opinion, depuis longtemps « assourdie » de politique, entend, à présent, participer activement au débat autour du projet constitutionnel.

D'anciens politiciens, de leur côté, espèrent que le conseil national de sécurité abolira enfin le communiqué n° 53 qui leur interdit, depuis juin 1981, de

faire des déclarations de nature politique. C'est pour eux une condition nécessaire pour que ce débat puisse être considéré comme véritablement représentatif de l'opinion de pays. D'ores et déjà, les Turcs ont commencé à exprimer leur avis sur le projet. Si le parlement ne cache pas sa satisfaction, en revanche c'est la grogne chez les syndicalistes. M. Yilmaz, président de Tug-Is, de tendance modérée, la seule centrale ouvrière autorisée à fonctionner, estime que le projet contient des dispositions « contraires aux intérêts des travailleurs et empêchant les droits de grève », tandis que M. Bayraktar, président de l'Union des barreaux de Turquie, juge que le projet constitutionnel tend surtout à « miner l'essence des droits et libertés fondamentaux ». Le professeur Soygal, écrivain de gauche, déclare que le peuple turc « ne devrait pas être condamné à ce texte ».

Des observateurs « optimistes » espèrent cependant que l'Assemblée consultative et le conseil national de sécurité en dernier ressort apporteront des « corrections nécessaires » à ce texte, qui reste à leurs yeux en deçà des aspirations de la société turque actuelle.

ARTUR UNAL.

A TRAVERS LE MONDE

Djibouti

• M. IDRISS FARAH ABANEH, ministre de l'intérieur de Djibouti, a déclaré au bureau politique du Rassemblement populaire pour le progrès (parti au pouvoir), ancien champion de la lutte nationaliste, est décédé samedi 17 juillet, à l'hôpital américain de Neuilly.

De Maurice

• CREATION D'UNE COMMIS- sion DE L'Océan Indien. — M. Annerood Jugnauth, premier ministre mauricien, a annoncé samedi 17 juillet la création d'une Commission de l'Océan Indien qui regroupera dans un premier « empa » les Seychelles, Madagascar et l'île Maurice.

Somalie

• LES AUTORITÉS DE MOGADISCHE ont officiellement protesté, lundi 19 juillet, après

de l'union soviétique, qu'elles accusent de soutenir l'offensive éthiopienne déclenchée il y a maintenant plus de deux semaines contre la Somalie. Dans une note remise à l'ambassadeur soviétique dans la capitale somalienne, le gouvernement du général Siyad Barre demande à Moscou « de mettre un terme à toute ingérence directe ou indirecte dans les affaires de la Somalie ».

Yugoslavie

• PROCES AU KOSOVO DE NEUF INTELLECTUELS « CONTRE » REVOLUTION-NAIRES. — Deux professeurs de philosophie et plusieurs cinéastes sont jugés depuis lundi 19 juillet à Pristina. On leur reproche de s'être livrés, depuis 1970, à des « actions nationalistes et séparatistes » et d'avoir soutenu, pendant les émeutes du printemps 1981, la revendication « d'un statut de république pour la province ».

(A.F.P.).

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur du Pérou et Mme Ariza-Schreiber, invités à la colonie péruvienne résidant en France, ont été reçus le 18 juillet, à l'occasion de la fête nationale, par le président de la République, au palais de l'Élysée.

Décès

— M. et Mme José Arnaud-Macari, née Yves Colonne et Mme, née Arnaud-Macari. Le docteur et Mme Charles Arnaud-Macari. Les familles Guech, Diana, Rio, Capt. Vigne, Barrea, de Saint-Germain, Colonne, ont le deuil de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-septième année, de

Mme veuve Rosine ARNAUD-MACARI, née GUECH, parente au 11^e degré. Les obsèques ont eu lieu le 17 juillet 1982 dans l'intimité familiale à Sospel (Alpes-Maritimes), 78, avenue Paul-Doumer, 06100 Roquebrune-Cap-Martin.

— On nous prie d'annoncer le décès subit de M. Jacques BATHOLE, survenu le 18 juillet 1982 à l'âge de cinquante-six ans. De la part de : Mme Jacques Bathole, 21 rue de la famille, 91400 Brunoy.

— Lyon, Forcius (fière), Mme Marcelle Beaujard, ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. Albert BEAUJARD, survenu le 19 juillet 1982.

Se voulant étant de faire don de son corps à la science, il n'y aura pas d'obsèques.

— Les enfants nous prient d'annoncer le décès de Jacob CHABRY, grand rabbin de la communauté de Tiemon, survenu le 15 septembre 1981. Les obsèques auront lieu à Jérusalem.

— M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. Christian Galin et sa fille, M. et Mme Jean-Pierre Goy et leurs enfants, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— M. et Mme Jacques Florenstein, leurs enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve Edmond FLORENSTEIN, née Camille ADLER.

— M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— Les familles Diello et Laporte ont le deuil de faire part du décès de

M. Georges LAPORTE, survenu le 15 juillet 1982.

— M. et Mme Simon Schapira, née Marie Geneviève Schapira, et Mme Isaac Schapira et leurs enfants, M. et Mme Lucien Schapira et leurs enfants, M. et Mme Jacques Schapira et leurs enfants, M. et Mme Louis Schapira et leurs enfants, M. et Mme Roger Chollat, ont le deuil de faire part du décès de

M. Edmond FLORENSTEIN, survenu le 18 juillet 1982 dans sa cinquante-septième année. Fêtes pour lui.

— M. Jean Robichon, née Suzanne Jean, Philippe Robichon, Kelly Robichon, leurs enfants, Yves et Hélène Robichon et leurs enfants, M. et Mme Louis Jean et leurs enfants, M. Roger Chollat, ont le deuil de faire part du décès de

M. Edmond FLORENSTEIN, survenu le 18 juillet 1982 dans sa cinquante-septième année. Les obsèques seront célébrées en

— Les familles Diello et Laporte ont le deuil de faire part du décès de

M. Georges LAPORTE, survenu le 15 juillet 1982.

— M. et Mme Simon Schapira, née Marie Geneviève Schapira, et Mme Isaac Schapira et leurs enfants, M. et Mme Lucien Schapira et leurs enfants, M. et Mme Jacques Schapira et leurs enfants, M. et Mme Louis Schapira et leurs enfants, M. et Mme Roger Chollat, ont le deuil de faire part du décès de

M. Edmond FLORENSTEIN, survenu le 18 juillet 1982 dans sa cinquante-septième année. Fêtes pour lui.

— M. Jean Robichon, née Suzanne Jean, Philippe Robichon, Kelly Robichon, leurs enfants, Yves et Hélène Robichon et leurs enfants, M. et Mme Louis Jean et leurs enfants, M. Roger Chollat, ont le deuil de faire part du décès de

M. Edmond FLORENSTEIN, survenu le 18 juillet 1982 dans sa cinquante-septième année. Les obsèques seront célébrées en

Quinze jours

— M. et Mme Jacques Florenstein, leurs enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve Edmond FLORENSTEIN, née Camille ADLER.

— M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Paul-Henry Galin, née Marie Pierre Galin, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, M. et Mme Hubert Schmidt et leurs enfants, M. et Mme Bruno Galin, M. et Mme Philippe Galin, M. Thierry Maquin et ses enfants, M. et Mme Maquin, Mme Cécile Maquin, M. et Mme Laurent Maquin et leurs enfants, M. et Mme Agnès Maquin, M. et Mme Jean-Claude Leroy et leur fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Mme veuve André DOUCE, née Marie JACOT, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé d'or de la Croix-Rouge française 1939-1945, Grande médaille d'honneur de la Ville de Reims, présidente d'honneur du Bétour à Reims.

Grande-Bretagne

mauvaises fréquentations
Buckingham Palace

Le Monde

politique

ADOPTION DU PROJET SUR LES COMPÉTENCES DE LA RÉGION CORSE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quinze jours avant les élections...

C'est un « pari politique » ! Dans la bouche de MM. Séguin (R.P.R.) et Blanc (U.D.F.), l'expression a une connotation franchement péjorative. M. Defferre a nié une telle intention. Car, pour lui, il ne s'agit pas de « pari » mais de « jeu politique » : les enjeux sont trop importants pour que l'on puisse parler de « pari ».

Le projet de loi sur les compétences de la région Corse, adopté par l'Assemblée nationale le 19 juillet, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

C'est donc bien d'un « pari » qu'il s'agit. Et c'est parce qu'il n'y a pas de « pari » que le projet, prudemment, s'est cantonné dans une critique un peu systématique. Le projet pose plus de problèmes qu'il n'en résout, a dit M. Séguin. Peut-être, mais que fallait-il faire ?

Lundi 19 juillet, l'Assemblée nationale a examiné, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (compétences). Le texte a été adopté à l'unanimité. Ce texte a été précédemment adopté par le Sénat le 8 juillet.

Le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

C'est donc bien d'un « pari » qu'il s'agit. Et c'est parce qu'il n'y a pas de « pari » que le projet, prudemment, s'est cantonné dans une critique un peu systématique. Le projet pose plus de problèmes qu'il n'en résout, a dit M. Séguin. Peut-être, mais que fallait-il faire ?

Réfutant par avance les critiques de l'opposition, M. Blanc (U.D.F.) a déclaré que le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

C'est donc bien d'un « pari » qu'il s'agit. Et c'est parce qu'il n'y a pas de « pari » que le projet, prudemment, s'est cantonné dans une critique un peu systématique. Le projet pose plus de problèmes qu'il n'en résout, a dit M. Séguin. Peut-être, mais que fallait-il faire ?

M. Séguin (R.P.R.) a déclaré que le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

C'est donc bien d'un « pari » qu'il s'agit. Et c'est parce qu'il n'y a pas de « pari » que le projet, prudemment, s'est cantonné dans une critique un peu systématique. Le projet pose plus de problèmes qu'il n'en résout, a dit M. Séguin. Peut-être, mais que fallait-il faire ?

Les problèmes de la Corse ont été réduits par le gouvernement à un problème « essentiellement politique ». En outre, le projet « accorde les pouvoirs d'arbitrage de l'État ». En ce sens, il est « modeste ». Par ailleurs, le projet « accorde les pouvoirs d'arbitrage de l'État ». En ce sens, il est « modeste ».

Le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

M. Escudé (P.S.) a déclaré que le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

C'est donc bien d'un « pari » qu'il s'agit. Et c'est parce qu'il n'y a pas de « pari » que le projet, prudemment, s'est cantonné dans une critique un peu systématique. Le projet pose plus de problèmes qu'il n'en résout, a dit M. Séguin. Peut-être, mais que fallait-il faire ?

M. Defferre, ministre d'État, a déclaré que le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

C'est donc bien d'un « pari » qu'il s'agit. Et c'est parce qu'il n'y a pas de « pari » que le projet, prudemment, s'est cantonné dans une critique un peu systématique. Le projet pose plus de problèmes qu'il n'en résout, a dit M. Séguin. Peut-être, mais que fallait-il faire ?

La question préalable est ensuite repoussée par 336 voix contre 154 sur 492 votants et 480 suffrages exprimés.

Dans la discussion générale, M. Porelli (P.C.) a déclaré que le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

La question préalable est ensuite repoussée par 336 voix contre 154 sur 492 votants et 480 suffrages exprimés.

Dans la discussion générale, M. Porelli (P.C.) a déclaré que le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

La question préalable est ensuite repoussée par 336 voix contre 154 sur 492 votants et 480 suffrages exprimés.

Dans la discussion générale, M. Porelli (P.C.) a déclaré que le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

La question préalable est ensuite repoussée par 336 voix contre 154 sur 492 votants et 480 suffrages exprimés.

Dans la discussion générale, M. Porelli (P.C.) a déclaré que le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

C'est vrai que, abstraction faite de l'impératif bonjoncturel qui consiste à définir un cas particulier (celui de la Corse) avant la règle générale, c'est-à-dire la loi répartissant les compétences entre l'État et les autres régions, n'apparaît pas très évidente. Même si, en l'espèce, le « dérogatoire » n'est qu'un « supplément » au droit commun. Le temps presse, a expliqué M. Porelli (P.C.) pour surmonter ses propres réserves.

Mais la logique — ou la cohérence — n'est pas le fort de M. Alfonsi (M.R.G.). Il ne doit pas être intellectuellement assés de déplorer qu'il n'y ait pas eu un minimum de concertation avant l'élaboration d'un projet de loi. Mais, pour, au bout du compte, voter ce même projet, M. Touhon (R.P.R.) a eu beau jeu de souligner que les socialistes ne se sont pas beaucoup mobilisés pour soutenir le texte gouvernemental.

C'est une relative indifférence des députés — notamment ceux — qui a marqué ce débat. Sans doute parce qu'avant le « destin corse », c'est toujours la « politique corse » qui prédomine. Quelle sorte de majorité peut sortir d'un scrutin où dix-sept listes vont s'affronter ?

M. Touhon (R.P.R., Paris) insiste longuement sur le fait qu'aucun créateur socialiste n'est monté à la tribune pour défendre le projet. Il souligne que celui-ci n'apporte qu'une réponse institutionnelle, « organisationnelle », au problème économique, social et culturel, qui nécessiterait des moyens financiers supplémentaires. Le député R.P.R. parle de « l'indifférence » des députés de la région et assure que les offices « seront tous en déficit structurel », dénonce que la région devra prendre à sa charge, par la suite, les dépenses de la région et assure que les offices « seront tous en déficit structurel », dénonce que la région devra prendre à sa charge, par la suite, les dépenses de la région.

M. Alfonsi (M.R.G.) a déclaré que le projet de loi, qui définit les compétences de la région Corse, est un texte d'importance capitale. Il définit le rôle de la région Corse dans le développement de l'île, et fixe les compétences de l'État, de la région et des communes.

C'est donc bien d'un « pari » qu'il s'agit. Et c'est parce qu'il n'y a pas de « pari » que le projet, prudemment, s'est cantonné dans une critique un peu systématique. Le projet pose plus de problèmes qu'il n'en résout, a dit M. Séguin. Peut-être, mais que fallait-il faire ?

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

L'Assemblée a approuvé l'article 5 (répartition par la région des dépenses communales de l'enseignement primaire). Le rapporteur estime, en effet, que cette question relève davantage de la responsabilité départementale et que celle-ci sera plus utilement réglée par la loi générale sur les compétences.

LE PROJET SUR LES LIBERTÉS DES TRAVAILLEURS

La majorité sénatoriale est hantée par la crainte du pouvoir syndical

Les sénateurs ont commencé, lundi 19 juillet, et jusqu'à une heure avancée de la nuit, l'examen du projet de loi sur les libertés des travailleurs dans l'entreprise (premier des quatre textes issus du « rapport Auroux »).

Les critiques du rapporteur de la commission spéciale M. Chérioux (R.P.R., Paris), qui visent moins le texte lui-même que le contexte, ont été reprises par la plupart des orateurs de la majorité sénatoriale.

Elles peuvent se résumer ainsi : Nous approuvons ce que vous nous dites de vos intentions, mais le moment ne nous semble pas opportun pour la réalisation de cette réforme et, surtout, nous ne vous croyons pas car, sous prétexte de favoriser la liberté d'expression des travailleurs, vous allez renforcer un pouvoir syndical qui prétend parler en leur nom alors qu'il ne les représente pas.

A ce procès d'intention, les orateurs de la gauche répondent en substance : Le moment des réformes que vous prétendez approuver ne sera jamais « opportun ». Quant à l'objection du contre-pouvoir syndical, elle a été récusée par M. Michel Dreyfus-Schmidt (P.S., Belfort), qui a cité le jugement d'un homme peu suspect de sympathies marxistes, Jean Girette, polytechnicien, ingénieur des mines, ancien collaborateur de Raoul Dautry, Jean Girette, entré en religion à cinquante-cinq ans comme « frère » du Prado sous l'autorité de Mgr Anouilh, a été ouvrier tourneur dans une usine de la banlieue lyonnaise. En 1977, après vingt années d'expérience ouvrière, il s'adressait à des patrons pour les mettre en garde contre l'illusion que tout irait mieux si n'existait pas, ce qu'ils appellent, disant-il, « le monopole syndical ». Dans le monde ouvrier, soulignait Jean Girette, les hommes d'expérience se retrouvent tous dans les rangs des syndicats. Le système souhaité par le patronat conduit à l'impasse.

« Nous voulons, déclare M. Auroux, ministre du travail, ouvrir de nouveaux espaces de liberté et de démocratie, compatibles avec la finalité de l'entreprise et y modifier d'abord et avant tout les relations du travail : c'est donc une vision humaniste, progressiste, réaliste et responsable qui sous-tend ce premier texte, sans doute le plus novateur ».

Le ministre indique alors que sont les « deux chemins » vers ces libertés, proposés par son texte : mettre fin à l'arbitraire patronal par la mise en place d'un règlement intérieur ; « donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais, c'est-à-dire ajouter aux deux formes d'expression qui existent déjà un dialogue au niveau de l'unité de travail ». Le gouvernement, précise-t-il, s'engage à remettre au Parlement pour le 31 décembre 1984 un rapport sur les expériences menées dans les entreprises, au vu duquel le Sénat devra décider s'il faut modifier le projet de loi.

Pour M. Souvet (R.P.R., Doubs), les projets Auroux s'inscrivent d'un « spontanéisme » qui date de mai 1968 et qui n'est plus de mise.

Le rapporteur, M. Chérioux, souligne que ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la participation depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, il le déplore dans les entreprises. Le projet lui-même ne l'inscrirait pas « s'il ne se situait dans un ensemble où se profile le dessin beaucoup plus vaste d'une rupture avec le modèle de société existant ». Cette philosophie de rupture, affirme M. Chérioux, procède d'une « vision extrêmement manichéenne et archaïque de l'entreprise. On ne peut, conclut-il, accepter de mettre en place un droit qui pourrait être déformé par la finalité ».

Pour M. Souvet (R.P.R., Doubs), les projets Auroux s'inscrivent d'un « spontanéisme » qui date de mai 1968 et qui n'est plus de mise.

Le rapporteur, M. Chérioux, souligne que ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la participation depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, il le déplore dans les entreprises. Le projet lui-même ne l'inscrirait pas « s'il ne se situait dans un ensemble où se profile le dessin beaucoup plus vaste d'une rupture avec le modèle de société existant ». Cette philosophie de rupture, affirme M. Chérioux, procède d'une « vision extrêmement manichéenne et archaïque de l'entreprise. On ne peut, conclut-il, accepter de mettre en place un droit qui pourrait être déformé par la finalité ».

Pour M. Souvet (R.P.R., Doubs), les projets Auroux s'inscrivent d'un « spontanéisme » qui date de mai 1968 et qui n'est plus de mise.

Le rapporteur, M. Chérioux, souligne que ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la participation depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, il le déplore dans les entreprises. Le projet lui-même ne l'inscrirait pas « s'il ne se situait dans un ensemble où se profile le dessin beaucoup plus vaste d'une rupture avec le modèle de société existant ». Cette philosophie de rupture, affirme M. Chérioux, procède d'une « vision extrêmement manichéenne et archaïque de l'entreprise. On ne peut, conclut-il, accepter de mettre en place un droit qui pourrait être déformé par la finalité ».

Pour M. Souvet (R.P.R., Doubs), les projets Auroux s'inscrivent d'un « spontanéisme » qui date de mai 1968 et qui n'est plus de mise.

Le rapporteur, M. Chérioux, souligne que ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la participation depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, il le déplore dans les entreprises. Le projet lui-même ne l'inscrirait pas « s'il ne se situait dans un ensemble où se profile le dessin beaucoup plus vaste d'une rupture avec le modèle de société existant ». Cette philosophie de rupture, affirme M. Chérioux, procède d'une « vision extrêmement manichéenne et archaïque de l'entreprise. On ne peut, conclut-il, accepter de mettre en place un droit qui pourrait être déformé par la finalité ».

Pour M. Souvet (R.P.R., Doubs), les projets Auroux s'inscrivent d'un « spontanéisme » qui date de mai 1968 et qui n'est plus de mise.

Le rapporteur, M. Chérioux, souligne que ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la participation depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, il le déplore dans les entreprises. Le projet lui-même ne l'inscrirait pas « s'il ne se situait dans un ensemble où se profile le dessin beaucoup plus vaste d'une rupture avec le modèle de société existant ». Cette philosophie de rupture, affirme M. Chérioux, procède d'une « vision extrêmement manichéenne et archaïque de l'entreprise. On ne peut, conclut-il, accepter de mettre en place un droit qui pourrait être déformé par la finalité ».

Pour M. Souvet (R.P.R., Doubs), les projets Auroux s'inscrivent d'un « spontanéisme » qui date de mai 1968 et qui n'est plus de mise.

Le rapporteur, M. Chérioux, souligne que ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la participation depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, il le déplore dans les entreprises. Le projet lui-même ne l'inscrirait pas « s'il ne se situait dans un ensemble où se profile le dessin beaucoup plus vaste d'une rupture avec le modèle de société existant ». Cette philosophie de rupture, affirme M. Chérioux, procède d'une « vision extrêmement manichéenne et archaïque de l'entreprise. On ne peut, conclut-il, accepter de mettre en place un droit qui pourrait être déformé par la finalité ».

Pour M. Souvet (R.P.R., Doubs), les projets Auroux s'inscrivent d'un « spontanéisme » qui date de mai 1968 et qui n'est plus de mise.

Le rapporteur, M. Chérioux, souligne que ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la participation depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, il le déplore dans les entreprises. Le projet lui-même ne l'inscrirait pas « s'il ne se situait dans un ensemble où se profile le dessin beaucoup plus vaste d'une rupture avec le modèle de société existant ». Cette philosophie de rupture, affirme M. Chérioux, procède d'une « vision extrêmement manichéenne et archaïque de l'entreprise. On ne peut, conclut-il, accepter de mettre en place un droit qui pourrait être déformé par la finalité ».

Pour M. Souvet (R.P.R., Doubs), les projets Auroux s'inscrivent d'un « spontanéisme » qui date de mai 1968 et qui n'est plus de mise.

Le rapporteur, M. Chérioux, souligne que ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la participation depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, il le déplore dans les entreprises. Le projet lui-même ne l'inscrirait pas « s'il ne se situait dans un ensemble où se profile le dessin beaucoup plus vaste d'une rupture avec le modèle de société existant ». Cette philosophie de rupture, affirme M. Chérioux, procède d'une « vision extrêmement manichéenne et archaïque de l'entreprise. On ne peut, conclut-il, accepter de mettre en place un droit qui pourrait être déformé par la finalité ».

Pour M. Souvet (R.P.R., Doubs), les projets Auroux s'inscrivent d'un « spontanéisme » qui date de mai 1968 et qui n'est plus de mise.

Le rapporteur, M. Chérioux, souligne que ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la participation depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, il le déplore dans les entreprises. Le projet lui-même ne l'inscrirait pas « s'il ne se situait dans un ensemble où se profile le dessin beaucoup plus vaste d'une rupture avec le modèle de société existant ». Cette philosophie de rupture, affirme M. Chérioux, procède d'une « vision extrêmement manichéenne et archaïque de l'entreprise. On ne peut, conclut-il, accepter de mettre en place un droit qui pourrait être déformé par la finalité ».

OT 3 A

100

"Croque moi et tu convaincras."



Pour réussir, l'homme doit sans cesse convaincre. Soi-même et les autres. Et pour augmenter son pouvoir de conviction, il se fabrique des outils à sa mesure. L'ordinateur personnel Apple en est un.

Rappelez vous. Il n'y a pas si longtemps, l'ordinateur personnel c'était un rêve. Aussi fou que de vouloir posséder son propre vaisseau spatial.

Et puis il y eut Apple.

L'informatique indépendante, -
abordable (un Apple coûte moins
qu'un simple photocopieur) et
accessible (on apprend à s'en servir en
quelques heures).

Un Apple ne vient jamais seul. Avec lui, vous disposez d'une bibliothèque de programmes avec lesquels vous pouvez vous mettre tout de suite au travail. Sans avoir à apprendre le langage informatique.

Un Apple, c'est le meilleur moyen d'aller plus vite et plus loin. D'être créatif sans aucune contrainte. De regagner le temps perdu en tâches répétitives, en routine. D'aller jusqu'au bout de chaque nouvelle idée. De redevenir inventif à 100 %.

Vous faut-il d'autres bonnes raisons ?

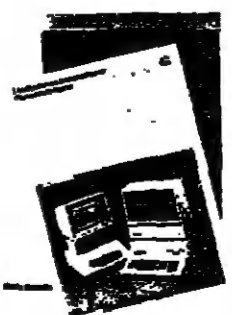
Alors examinez une de vos journées de travail, vous en trouverez. Mais si vous savez déjà qu'un ordinateur personnel peut vous faire du bien, documentez vous (voyez le bon à croquer Apple ci-dessous). Et gardez bien en tête que votre ordinateur personnel doit disposer de programmes pour vos travaux habituels. Et qu'il doit être capable de grandir en fonction de vos besoins (Apple dispose de plus d'accessoires que n'importe quel autre ordinateur personnel).

Choisissez aussi un ordinateur célèbre et qui a fait ses preuves : 400.000 Apple fonctionnent chaque jour dans le monde. C'est la meilleure preuve de leurs hautes performances et la certitude d'un service disponible sur le champ.

On ne devient pas célèbre par hasard.

Un Apple, c'est vrai, change les façons de travailler, de penser, de décider.

A vous de décider



BOÏA CROOÛER

SEEDRIN

Avenue de l'Océanie - Z.I. de Courtabœuf - 91944 LES ULLIS.

☐ Que lire ? Si vous voulez vous familiariser avec le monde de l'ordinateur personnel, à travers la littérature Apple et les revues spécialisées, cochez cette case.
☐ En Français ☐ En Anglais ☐ Si vous ne pouvez plus attendre, cochez cette case pour recevoir la liste des revendeurs agréés Apple.

Notes

Société

Adresse

Code postal

671



L'ordinateur personnel

Leo Burnett

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

«Botryococcus braunii», une algue à hydrocarbures

L'exploitation de la biomasse et les « cultures énergétiques » figurent parmi les solutions envisagées dans la recherche de sources d'énergie susceptibles de remplacer les combustibles fossiles. Parmi les nombreux végétaux étudiés, l'algue d'eau douce « Botryococcus braunii » présente un intérêt particulier puisque son poids sec est constitué de 15 à 75 % d'hydrocarbures utilisables directement comme source d'énergie ou de matières premières, sans aucun traitement biochimique (fermentation) ou chimique (pyrolyse). Une culture à grande échelle de cette algue permettrait donc d'obtenir une

production renouvelable d'hydrocarbures, qui ne demanderait pas les millions d'années nécessaires à la constitution des gisements d'hydrocarbures fossiles.

Cette algue, également trouvée à l'état fossile dans des terrains sédimentaires, est à l'origine de la formation de certains kérogènes, qui sont les éléments-clés de la constitution des combustibles fossiles. Elle pourrait donc aider à mieux comprendre la genèse du pétrole, dont tous les processus ne sont pas encore parfaitement connus.

La place dominante qu'occupent actuellement les hydrocarbures fossiles s'explique aisément : sur le plan énergétique, ce sont les composés qui, avec un pouvoir calorifique très élevé, offrent les plus grandes facilités de transport et de stockage ; sur le plan des matières premières, la simplicité et la multiplicité de leurs structures chimiques en font des produits de base d'un très grand nombre de synthèses de l'industrie pétrochimique. C'est pourquoi le meilleur succédané des hydrocarbures fossiles reste les hydrocarbures renouvelables.

Devant ce constat, Malvin Calvin, prix Nobel de chimie américain, avait émis l'idée en 1978 de rechercher et de cultiver de nouvelles plantes qui seraient des « plantes à pétrole ». Outre les constituants habituels et dominants de la biomasse (hydrates de carbone, acides gras, protéines), les végétaux sont, en effet, capables de produire des hydrocarbures. Deux d'entre eux sont exploités industriellement : l'hévéa, qui fournit le caoutchouc, et le pin des Landes, dont la résine est en grande partie formée d'hydrocarbures. Ces derniers sont, d'ailleurs, très largement répandus dans le règne végétal, où ils contribuent à la formation de la cuticule des plantes supérieures et entrent dans la composition de nombreux latex. Mais leur concentration reste toujours extrêmement faible par rapport au poids de la plante entière.

On ne connaît actuellement qu'une seule espèce végétale fai-

sant exception à cette règle. Il s'agit d'une algue unicellulaire d'eau douce ou d'eau saumâtre, « Botryococcus braunii » (B.b.), dont le poids sec est constitué de 15 % à 75 % d'hydrocarbures (alors qu'il est généralement inférieur à 1 % dans les autres végétaux).

On trouve cette plante aquatique dans la nature, sous toutes les latitudes : dans les zones à climat froid (Soudan, Arctique), tempéré (Écosse, Canada, Angleterre, Turkménistan soviétique, France, Australie) ou tropicale (lac Tchad, Mozambique), où elle se développe parfois de manière spectaculaire.

Verte ou rouge

Elle a été observée sous deux formes, l'une verte, l'autre rouge, qui se distinguent également par la nature des hydrocarbures qu'elles produisent. La première renferme des hydrocarbures linéaires à nombre impair d'atomes de carbone (de 25 à 31) et contient une faible quantité de doubles liaisons. La seconde produit des hydrocarbures également linéaires (de 24 à 28 atomes de carbone), mais de nature chimique différente, appelés « botryococcolènes ».

On a longtemps pensé que les deux formes d'algues étaient associées à deux états physiologiques successifs, la verte correspondant à la phase de croissance active et la rouge à la phase de repos. Cependant, le passage de l'une à l'autre n'a jamais été observé en laboratoire. En outre,

on a récemment trouvé des souches vertes de Botryococcus sauvage, qui ne renfermaient que des botryococcolènes. La production d'hydrocarbures de natures différentes pourrait donc ne pas résulter d'un changement physiologique de l'algue, mais plutôt de l'existence de plusieurs variétés de Botryococcus, dont certaines pourraient devenir rouges.

Mais, quelle soit verte ou rouge, l'algue B.b. renferme une grande quantité de composés uniquement formés de carbone et d'hydrogène, ce qui justifie pleinement que l'on tente de la cultiver à grande échelle.

C'est à cette tâche que se sont attelés, depuis 1978, les chercheurs du laboratoire de chimie bio-organique et organique physique associé au C.N.R.S. à l'École nationale supérieure de chimie de Paris.

Ils ont d'abord constaté que les hydrocarbures sont formés et s'accumulent essentiellement (à 95 %) dans la paroi externe des cellules, où ils forment de gros globules dont la taille est parfois supérieure à celle de la cellule elle-même. Il devrait donc être possible de recueillir ces hydrocarbures par un simple traitement mécanique, tel que la centrifugation.

Le rôle des bactéries

Autre élément en faveur de Botryococcus braunii : la formation d'hydrocarbures est une manifestation normale du métabolisme de l'algue ; elle n'est pas consécutive à un arrêt de croissance lié à un appauvrissement du milieu de culture. La production d'hydrocarbures a lieu lorsque les cellules de B.b. sont en phase de phase de croissance, ce qui devrait permettre d'atteindre des productions élevées de composés carbonés. Il pourrait même être possible après séparation des hydrocarbures, de remettre les algues dans leur milieu de culture et de les réutiliser.

Bref, et ce n'est pas son moindre mérite, Botryococcus fabrique des produits très proches, par leur composition, de ceux de certaines coupes pétrolières. Les hydrocarbures extraits de l'algue pourraient donc, comme les produits fossiles, servir de source d'énergie et de matières premières pour la pétrochimie, soit directement, soit après un cracking léger.

Jusqu'à présent, les algues cultivées en laboratoire se développaient lentement : il fallait près d'une semaine pour doubler la quantité d'algue initiale.

ELISABETH GORDON.
(Lire la suite page 10.)

Un résultat inattendu du vol spatial franco-soviétique

L'étroitesse du nuage zodiacal

UN des premiers résultats scientifiques « bruts » de la mission spatiale franco-soviétique de la fin juin est une vue surprenante par son étroitesse du nuage zodiacal, dans sa partie comprise entre les orbites des planètes Mercure et Vénus. Elle a été prise au cours de l'expérience « photographie du ciel nocturne » (P.C.N.), proposée par l'Institut Imir, de Moscou (astronomie et géophysique), l'Institut d'astrophysique de Paris et le laboratoire d'astrophysique spatiale (C.N.R.S.) de Marseille.

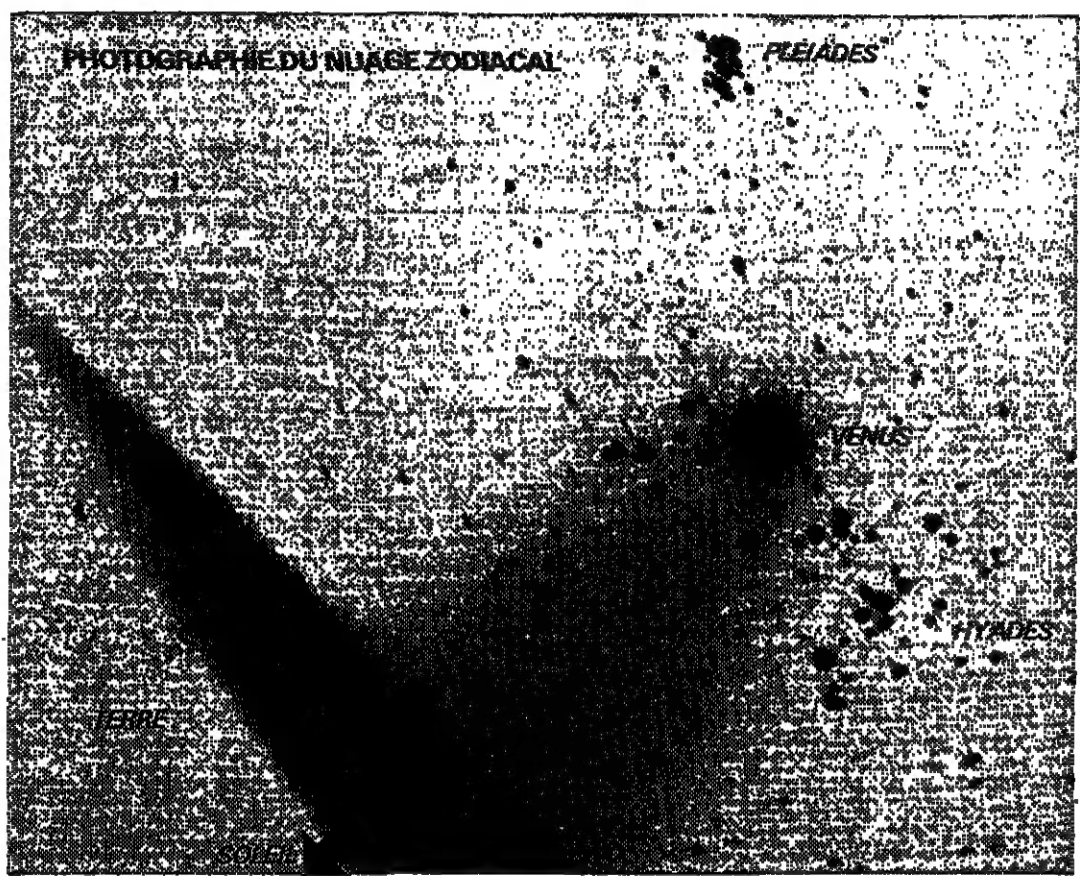
Le nuage zodiacal se signale à l'observateur terrestre par une lueur blanchâtre — très comparable à celle de la voie lactée — qui apparaît au voisinage du

plan de l'écliptique (plan de l'orbite de la Terre) un peu avant le lever et un peu après le coucher du Soleil.

Ce nuage est constitué de poussières gravitant autour du Soleil, mais son origine demeure inconnue. Il y a dix ans, on pensait qu'il pouvait s'agir soit d'un résidu de la nébuleuse primitive qui a formé les planètes, soit de poussières produites par les collisions entre astéroïdes. On privilégiait, maintenant, l'hypothèse selon laquelle il s'agit de poussières et de gaz libérés par les comètes nouvelles quand elles s'approchent pour la première fois du Soleil. Mais d'autres origines — nuages interstellaires, essaims météoriques, couronne solaire — ne sont pas exclues.

Les expérimentateurs ont été surpris par cette photographie, car ils attendaient à ce que la zone impressionnée soit environ trois fois plus large. Il apparaît donc que le nuage zodiacal est plus aplati qu'on ne le pensait, et qu'il se présente comme un disque assez fin par rapport à son rayon.

Cette indication, ainsi que les mesures qui seront faites sur le cliché original et qui devraient permettre de déterminer le plan de symétrie du nuage zodiacal, la distribution en couleur et en intensité de la lumière qu'il émet, seront des éléments importants pour trancher entre les différentes hypothèses faites sur l'origine du nuage zodiacal.



La photographie est en négatif : les régions obscures sont blanches, les étoiles et les régions lumineuses sont grises ou noires. La Terre — face nocturne — est en bas, à gauche, et la bande sombre gris foncé qui la surmonte est l'émission lumineuse de l'ionosphère et de la haute atmosphère terrestre. Perpendiculairement à cette bande, la région grise est le nuage zodiacal. La tache noire à l'extrémité du nuage est la planète Vénus. Un peu plus haut, on voit l'amas des Pléiades, plus bas et un peu à droite, celui des Hyades.

A GRENOBLE

Des positons pour voir les organes

Le laboratoire d'électronique et de technologie de l'information (LETI) de Grenoble développe depuis plusieurs années des outils de pointe pour la recherche médicale et biologique. Il a ainsi construit le premier scanner corps entier français en exploitation au centre hospitalier universitaire de Grenoble, depuis 1978. Les ingénieurs du LETI ont présenté, au début de ce mois, une nouvelle machine — le tomographe à positons — qui utilise un principe jamais exploité en association notamment la technique

dite du temps de vol aux méthodes traditionnelles de reconstruction d'images. Pour résoudre ce problème, le laboratoire grenoblois a développé de nouveaux cristaux scintillateurs rapides et il a affiné les techniques de mesures de temps.

Cet appareil, dit « caméra à positons », permet de suivre le cheminement dans l'organisme de molécules « marquées » : ce sont des molécules où un atome de carbone ou d'oxygène a été remplacé par un atome d'un isotope radioactif, qui émet, dans un bref délai, un positon (anti-électron). Celui-ci s'annihile immédiatement avec un électron, créant deux rayons gamma qui partent dans des directions opposées.

La machine est constituée de plusieurs couronnes de scintillateurs qui détectent ces rayons gamma et déterminent précisément l'instant où le rayon gamma atteint le détecteur. La différence entre les temps mesurés par les deux détecteurs qui reçoivent les deux rayons gamma permet de localiser précisément la cellule qui contenait la molécule marquée et de visualiser ainsi le fonctionnement de l'organe qui la contient.

L'utilisation de ce type d'appareillage est extrêmement complexe et coûteuse. Des équipements lourds doivent être associés à cette machine, notamment un cyclotron pour la fabrication des isotopes, ainsi qu'un laboratoire de radiochimie pour fabriquer les molécules marquées par ces isotopes. Le coût de la seule caméra à positons, qui fournit l'image, est évalué à 14 millions de francs. Deux ou trois machines de ce type pourraient être construites par le LETI.

CLAUDE FRANCHILLON.

BIBLIOGRAPHIE

UNE HISTOIRE DES ORDINATEURS

L'informatique est aujourd'hui omniprésente. « L'ordinateur de poche » et le microprocesseur sont monnaie courante et paraissent bien éloignés des « monstres » qui, il y a une quarantaine d'années, étaient les premiers ordinateurs.

En fait, nous montre l'ouvrage de René Moreau, *Ainsi naquit l'informatique*, même si les méthodes et les technologies ont évolué — à combien ? — les concepts de base n'ont pas changé, et Charles Babbage (1791-1871) les avait déjà, en son temps, pour la plupart définies.

Le livre que nous propose le directeur du développement scientifique d'I.B.M.-France recense complètement, et très clairement, l'évolution de l'informatique. Il devrait intéresser un double public : celui des informaticiens, tout d'abord, qui y trouveront l'histoire technique de leur discipline. Celui d'un public plus large auquel sont offertes, de surcroît, des explications fort claires et détaillées sur ce qu'est, encore aujourd'hui, un ordinateur.

L'informatique moderne se veut « conviviale » et cherche naturellement à faire oublier la complexité de l'ordinateur. Le livre de R. Moreau profitera à ceux qui veulent en savoir un peu plus. — X. W.

★ *Ainsi naquit l'informatique*, par René Moreau. Dunod Informatique, 230 pages, 66 francs.

● **PRECISION.** — M. Alain Vermet (et son Vernet, comme il était indiqué dans le Monde des sciences du 7 juillet), conservateur du musée municipal de Millan, est en outre chargé de recherches au C.N.R.S. Il dirige depuis 1975 les fouilles du site gallo-romain de la Graufesenque (Aveyron).

Comprendre la genèse des pétroles

AVANT de pouvoir servir d'usine à pétrole, l'algue verte Botryococcus braunii peut aider à la compréhension de la genèse des pétroles. Les analogues fossiles des Botryococcus actuelles sont en effet impliqués dans la genèse de certains pétroles, et des spicules de Botryococcus fossiles, vieux de plus de trois cents millions d'années, ont été trouvés dans des roches sédimentaires pétrolières.

Tous les combustibles fossiles sont issus de la transformation lente, dans les sédiments de la matière organique, qui renferme principalement au départ du carbone, de l'hydrogène et de l'oxygène. Au cours du temps, la matière de base subit une dégradation poussée, la résine se polymérise pour former une substance insoluble, le kérogène. Celui-ci se transforme peu à peu en raison de l'élévation de température et de pression résultant de l'enfouissement des sédiments. Il perd son oxygène sous forme de dioxyde de carbone et d'eau, et s'enrichit par la même en carbone et en hydrogène. Il évolue ensuite en libérant des hydrocarbures et en perdant ainsi son hydrogène (c'est la phase de formation du pétrole), et laisse finalement un résidu riche en carbone. On comprend donc qu'une matière organique à l'origine riche en oxygène laissera beaucoup plus d'hydrogène sous forme d'eau et fournira, quelques millions d'années plus tard, plutôt du carbone que du pétrole.

Modèle d'évolution

C'est pourquoi la matière organique des algues a plus de chances de former du pétrole que celle qui provient des plantes terrestres. En effet, du fait de leur environnement aquatique, les algues se déposent dans un milieu relativement confiné qui les protège — au moins en partie — de l'oxydation par l'oxygène de l'air et de la dégradation par les bactéries aérobies. Au con-

traire, les végétaux terrestres subissent des dégradations massives dues aux agents atmosphériques et aux bactéries avant d'être incorporées dans les sédiments.

Du fait des transformations, subies par la matière organique initiale, les hydrocarbures fossiles reliés par le kérogène ne sont pas identiques aux hydrocarbures « biologiques » contenus au départ dans les Botryococcus, de même qu'ils sont différents de ceux que l'on extrait de l'algue contemporaine.

Toutefois, les chercheurs du laboratoire de chimie bio-organique et organique physique ont constaté que la paroi cellulaire de B.b. et les kérogènes dérivés de cette espèce, lorsqu'ils étaient soumis à l'analyse de la spectroscopie infra-rouge, ou à d'autres, conduisaient à des spectres identiques, ce qui tend à prouver que les macromolécules qui les constituent ont des structures comparables. La paroi de l'algue peut donc servir de modèle pour suivre l'évolution de ce kérogène : en chauffant progressivement des échantillons de cette paroi, on pourra simuler artificiellement la dégradation de la matière insoluble en pétrole.

Ce type d'étude devrait apporter une meilleure compréhension fondamentale des mécanismes d'évolution du kérogène, élément clé de la genèse pétrolière. Il présente aussi un intérêt pratique auquel les compagnies pétrolières sont sensibles. A partir d'une simulation de la genèse des pétroles, on pourra en effet établir des critères suffisamment précis pour caractériser les différentes étapes de la transformation d'une matière organique en hydrocarbures. Il sera alors possible de déterminer le degré d'évolution d'un kérogène extrait d'une roche-mère et d'évaluer le potentiel pétrolier de cette dernière.

E. G.

POUR UN GRAND ORDINATEUR SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL FRANÇAIS

Harmoniser le développement de la recherche scientifique et le développement industriel et technologique est un objectif qui beaucoup approuvent à l'Université et au C.N.R.S. Un domaine où cette harmonisation est urgente et nécessaire est sûrement celui du calcul scientifique et de l'informatique. Il est évident que les chercheurs et les universitaires, dont le travail s'appuie sur l'emploi de grands ordinateurs de fabrication américaine, ne peuvent, sans une remise en cause totale de leur activité scientifique, se voir imposer de se servir des ordinateurs vendus actuellement par une compagnie française.

Aussi, dans la perspective de l'utilisation par l'Université et le C.N.R.S. d'ordinateurs existants ou d'ordinateurs futurs fabriqués par l'industrie informatique française, une collaboration et une concertation à long terme sont indispensables.

L'Université de Paris-Sud, en proposant un plan de modernisation des ordinateurs de son centre de calcul, s'est délibérément placée dans le cadre d'une telle collaboration et d'une telle concertation.

Nous voudrions, nous, chercheurs et enseignants de cette Université, que ce plan soit considéré avec le plus grand intérêt par le Ministère de la Recherche et de l'Industrie et le Ministère de l'Éducation Nationale. La réussite de ce plan nous paraît être un pas décisif vers une collaboration réussie dans le domaine, crucial pour l'avenir, de l'électronique et de l'informatique. C'est là tout le sens de cet appel.

Des chercheurs et des enseignants
Université PARIS XI - 91405 ORSAY Cedex

Le Turc et les Quatre-Dauphins

En passant par Paris

FRANCIS MARMANDE.

★ Jimmy Giuffrè : 21 heures, les 28 et 29 juillet, 21 heures.

AND VERTIN, with the MURDER LAURE ALAIN MOREAU (has a mustache)
RECEIVED THE INFORMATION. THE OTHERS ARE THE MURDERERS. THE OTHERS ARE THE MURDERERS. THE OTHERS ARE THE MURDERERS.

Le matériel au service de l'art, et non le contraire

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : Don Juan.

Les salles

Astoria Théâtre (202-34-31), 20 h 30 : Les Bonnes.

Bois de Boulogne (296-97-03), 21 h : Diable d'homme.

Comédie de Paris (281-00-11), 22 h : Le

de Jacques le

Espace Marnais (271-10-19), 22 h 30 : Le

Tour mystérieux : le Philosophe

Fontaine (874-74-00), 20 h 30 : Si jamais

je te place, j'invite le colonel.

Gaîté Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 :

Ille de Tulipatan.

Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30 : Entertain-

ing M.

Huchette (326-38-99), 20 h 15 : La Cant-

atrice chauve ; 20 h 30 : Le

22 h 30 : Okane.

Lacourrière (544-57-34), 20 h 30 : Les

20 h 15 : Sylvie Joly ; 22 h 15 : Le Crâne

de Chicago ; le Sang des fleurs ; Thé-

tre Rouge ; 22 h 30 : Éon ; 20 h 30 :

Tchouffe ; 22 h 15 : Gustave Parking.

Petit salon, 18 h 30 : Paroles françaises ;

21 h : Le Fédérateur ; 22 h 15 : Dialogues

de sœurs.

Madeline (265-07-09), 20 h 45 :

L'Alouette.

Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage

perdu.

Montparnasse (202-34-31), 21 h : Co-

gnito.

Amant (770-52-76), 20 h 30 :

Amant.

Petit salon (261-44-16), 20 h 30 : Les

drôles de gosses.

TAI (202-34-31), 20 h 30 :

20 h 30 : L'Écume des jours.

Théâtre d'Édgar (322-11-02), 20 h 30 :

les

Théâtre des 400-Coups, (633-01-21),

20 h 30 : Les Pantins.

Théâtre du West (245-28-12), 20 h 30 :

Jean Harlow contre Billy the Kid.

Théâtre de la Ville (322-08-00), 20 h 45 :

Troisième Témoin.

Voltaire (233-09-22), 20 h 30 : Lorsque

l'enfant parait.

Les cafés-théâtres

Am les (296-29-35), 20 h 30 : Tohu

Boh ; 22 h : Le Président ; 23 h 30 : Vous

descendez à la prochaine ?

Bleues - Montparnasse (887-15-64), 1.

20 h 15 : Arabes - MC 2 ; 21 h 30 : Les

Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles

dans l'escalier ; 23 h 15 : Pas une pour

rauturer l'autre ; 21 h 30 : Quel a été

Betty Grand ? ; 22 h 30 : Comment ça

va Zami ?

Café d'Édgar (322-11-02), 1. 20 h 30 :

Tiens, voilà deux bouddes ; 21 h 45 :

L'Amour, c'est comme un bateau blanc.

Fanal (233-91-17), 20 h : Une saison en

enfer ; 21 h 15 : Les Grandes Serrures.

La Gargane (367-63-45), 21 h : La

Gargane ; 22 h 30 : Un cœur sous une

soutane.

Le Petit Casino (278-36-50), 21 h :

Doubly... be good ; 22 h 30 : Les

Bas de Harlow.

Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : Le

Petit Prince ; 21 h 30 : Tracassé ;

22 h 30 : Tracassé ; 23 h 30 : Tracassé ;

24 h 30 : Tracassé ; 25 h 30 : Tracassé ;

26 h 30 : Tracassé ; 27 h 30 : Tracassé ;

28 h 30 : Tracassé ; 29 h 30 : Tracassé ;

30 h 30 : Tracassé ; 31 h 30 : Tracassé ;

32 h 30 : Tracassé ; 33 h 30 : Tracassé ;

34 h 30 : Tracassé ; 35 h 30 : Tracassé ;

36 h 30 : Tracassé ; 37 h 30 : Tracassé ;

38 h 30 : Tracassé ; 39 h 30 : Tracassé ;

40 h 30 : Tracassé ; 41 h 30 : Tracassé ;

42 h 30 : Tracassé ; 43 h 30 : Tracassé ;

44 h 30 : Tracassé ; 45 h 30 : Tracassé ;

46 h 30 : Tracassé ; 47 h 30 : Tracassé ;

48 h 30 : Tracassé ; 49 h 30 : Tracassé ;

50 h 30 : Tracassé ; 51 h 30 : Tracassé ;

52 h 30 : Tracassé ; 53 h 30 : Tracassé ;

54 h 30 : Tracassé ; 55 h 30 : Tracassé ;

56 h 30 : Tracassé ; 57 h 30 : Tracassé ;

58 h 30 : Tracassé ; 59 h 30 : Tracassé ;

60 h 30 : Tracassé ; 61 h 30 : Tracassé ;

62 h 30 : Tracassé ; 63 h 30 : Tracassé ;

64 h 30 : Tracassé ; 65 h 30 : Tracassé ;

66 h 30 : Tracassé ; 67 h 30 : Tracassé ;

68 h 30 : Tracassé ; 69 h 30 : Tracassé ;

70 h 30 : Tracassé ; 71 h 30 : Tracassé ;

72 h 30 : Tracassé ; 73 h 30 : Tracassé ;

74 h 30 : Tracassé ; 75 h 30 : Tracassé ;

76 h 30 : Tracassé ; 77 h 30 : Tracassé ;

78 h 30 : Tracassé ; 79 h 30 : Tracassé ;

80 h 30 : Tracassé ; 81 h 30 : Tracassé ;

82 h 30 : Tracassé ; 83 h 30 : Tracassé ;

84 h 30 : Tracassé ; 85 h 30 : Tracassé ;

86 h 30 : Tracassé ; 87 h 30 : Tracassé ;

88 h 30 : Tracassé ; 89 h 30 : Tracassé ;

90 h 30 : Tracassé ; 91 h 30 : Tracassé ;

92 h 30 : Tracassé ; 93 h 30 : Tracassé ;

94 h 30 : Tracassé ; 95 h 30 : Tracassé ;

96 h 30 : Tracassé ; 97 h 30 : Tracassé ;

98 h 30 : Tracassé ; 99 h 30 : Tracassé ;

100 h 30 : Tracassé ; 101 h 30 : Tracassé ;

102 h 30 : Tracassé ; 103 h 30 : Tracassé ;

104 h 30 : Tracassé ; 105 h 30 : Tracassé ;

106 h 30 : Tracassé ; 107 h 30 : Tracassé ;

108 h 30 : Tracassé ; 109 h 30 : Tracassé ;

110 h 30 : Tracassé ; 111 h 30 : Tracassé ;

112 h 30 : Tracassé ; 113 h 30 : Tracassé ;

114 h 30 : Tracassé ; 115 h 30 : Tracassé ;

116 h 30 : Tracassé ; 117 h 30 : Tracassé ;

118 h 30 : Tracassé ; 119 h 30 : Tracassé ;

120 h 30 : Tracassé ; 121 h 30 : Tracassé ;

122 h 30 : Tracassé ; 123 h 30 : Tracassé ;

124 h 30 : Tracassé ; 125 h 30 : Tracassé ;

126 h 30 : Tracassé ; 127 h 30 : Tracassé ;

128 h 30 : Tracassé ; 129 h 30 : Tracassé ;

130 h 30 : Tracassé ; 131 h 30 : Tracassé ;

132 h 30 : Tracassé ; 133 h 30 : Tracassé ;

134 h 30 : Tracassé ; 135 h 30 : Tracassé ;

136 h 30 : Tracassé ; 137 h 30 : Tracassé ;

138 h 30 : Tracassé ; 139 h 30 : Tracassé ;

140 h 30 : Tracassé ; 141 h 30 : Tracassé ;

142 h 30 : Tracassé ; 143 h 30 : Tracassé ;

144 h 30 : Tracassé ; 145 h 30 : Tracassé ;

146 h 30 : Tracassé ; 147 h 30 : Tracassé ;

148 h 30 : Tracassé ; 149 h 30 : Tracassé ;

150 h 30 : Tracassé ; 151 h 30 : Tracassé ;

152 h 30 : Tracassé ; 153 h 30 : Tracassé ;

154 h 30 : Tracassé ; 155 h 30 : Tracassé ;

156 h 30 : Tracassé ; 157 h 30 : Tracassé ;

158 h 30 : Tracassé ; 159 h 30 : Tracassé ;

160 h 30 : Tracassé ; 161 h 30 : Tracassé ;

162 h 30 : Tracassé ; 163 h 30 : Tracassé ;

164 h 30 : Tracassé ; 165 h 30 : Tracassé ;

166 h 30 : Tracassé ; 167 h 30 : Tracassé ;

168 h 30 : Tracassé ; 169 h 30 : Tracassé ;

170 h 30 : Tracassé ; 171 h 30 : Tracassé ;

172 h 30 : Tracassé ; 173 h 30 : Tracassé ;

174 h 30 : Tracassé ; 175 h 30 : Tracassé ;

176 h 30 : Tracassé ; 177 h 30 : Tracassé ;

178 h 30 : Tracassé ; 179 h 30 : Tracassé ;

180 h 30 : Tracassé ; 181 h 30 : Tracassé ;

182 h 30 : Tracassé ; 183 h 30 : Tracassé ;

184 h 30 : Tracassé ; 185 h 30 : Tracassé ;

186 h 30 : Tracassé ; 187 h 30 : Tracassé ;

188 h 30 : Tracassé ; 189 h 30 : Tracassé ;

190 h 30 : Tracassé ; 191 h 30 : Tracassé ;

192 h 30 : Tracassé ; 193 h 30 : Tracassé ;

194 h 30 : Tracassé ; 195 h 30 : Tracassé ;

196 h 30 : Tracassé ; 197 h 30 : Tracassé ;

198 h 30 : Tracassé ; 199 h 30 : Tracassé ;

200 h 30 : Tracassé ; 201 h 30 : Tracassé ;

202 h 30 : Tracassé ; 203 h 30 : Tracassé ;

204 h 30 : Tracassé ; 205 h 30 : Tracassé ;

206 h 30 : Tracassé ; 207 h 30 : Tracassé ;

208 h 30 : Tracassé ; 209 h 30 : Tracassé ;

210 h 30 : Tracassé ; 211 h 30 : Tracassé ;

212 h 30 : Tracassé ; 213 h 30 : Tracassé ;

214 h 30 : Tracassé ; 215 h 30 : Tracassé ;

216 h 30 : Tracassé ; 217 h 30 : Tracassé ;

218 h 30 : Tracassé ; 219 h 30 : Tracassé ;

220 h 30 : Tracassé ; 221 h 30 : Tracassé ;

222 h 30 : Tracassé ; 223 h 30 : Tracassé ;

224 h 30 : Tracassé ; 225 h 30 : Tracassé ;

226 h 30 : Tracassé ; 227 h 30 : Tracassé ;

228 h 30 : Tracassé ; 229 h 30 : Tracassé ;

230 h 30 : Tracassé ; 231 h 30 : Tracassé ;

232 h 30 : Tracassé ; 233 h 30 : Tracassé ;

234 h 30 : Tracassé ; 235 h 30 : Tracassé ;

236 h 30 : Tracassé ; 237 h 30 : Tracassé ;

238 h 30 : Tracassé ; 239 h 30 : Tracassé ;

240 h 30 : Tracassé ; 241 h 30 : Tracassé ;

242 h 30 : Tracassé ; 243 h 30 : Tracassé ;

244 h 30 : Tracassé ; 245 h 30 : Tracassé ;

246 h 30 : Tracassé ; 247 h 30 : Tracassé ;

248 h 30 : Tracassé ; 249 h 30 : Tracassé ;

250 h 30 : Tracassé ; 251 h 30 : Tracassé ;

252 h 30 : Tracassé ; 253 h 30 : Tracassé ;

254 h 30 : Tracassé ; 255 h 30 : Tracassé ;

256 h 30 : Tracassé ; 257 h 30 : Tracassé ;

258 h 30 : Tracassé ; 259 h 30 : Tracassé ;

260 h 30 : Tracassé ; 261 h 30 : Tracassé ;

262 h 30 : Tracassé ; 263 h 30 : Tracassé ;

264 h 30 : Tracassé ; 265 h 30 : Tracassé ;

266 h 30 : Tracassé ; 267 h 30 : Tracassé ;

268 h 30 : Tracassé ; 269 h 30 : Tracassé ;

270 h 30 : Tracassé ; 271 h 30 : Tracassé ;

272 h 30 : Tracassé ; 273 h 30 : Tracassé ;

274 h 30 : Tracassé ; 275 h 30 : Tracassé ;

276 h 30 : Tracassé ; 277 h 30 : Tracassé ;

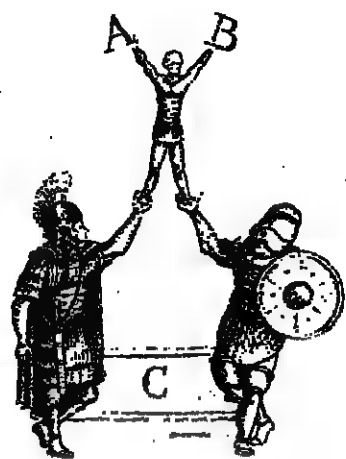
278 h 30 : Tracassé ; 279 h 30 : Tracassé ;

280 h 30 : Tracassé ; 281 h 30 : Tr

INFORMATIONS « SERVICES »

UN COIN POUR JOUER

JEU N° 3



« Les Romains ont des lettres »

Trouver les mots de huit lettres correspondant aux définitions 1 à 19, sachant qu'aux colonnes verticales A, B et C doivent apparaître des chiffres romains, c'est-à-dire les lettres (majuscules) I, V, X, L, C, D et M (qui correspondent respectivement, rappelés-le, à 1, 5, 10, 50, 100, 500 et 1 000).

Le total des chiffres romains de la colonne A fournit un multiple de 125. Si l'on modifie l'ordre des quatre chiffres de ce nombre, on peut obtenir la date d'un carnage, celle de la prise d'une Ville éternelle, ou bien l'année qui vit la condamnation d'un grand ouvrage de vulgarisation et encore celle qui vit le début d'un roman de France.

	A		B
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			

FILMS

HIROSHIMA ET NAGASAKI - L'annulation du programme France-Japon (14, rue Cimara, 75116 Paris) organise la projection de deux films japonais relatifs aux bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki le lundi 21 juillet à 10 heures, au studio Saint-Séverin, 12, rue Saint-Séverin. Entrée gratuite. La projection sera suivie d'une manifestation de protestation à laquelle participera, lors de son passage à Paris, une délégation de militants japonais qui se rendent au Japon. Les films, d'une longueur de vingt et quarante minutes respectivement, ont été réalisés par des cinéastes japonais et diffusés par une association de victimes de la bombe sans aucune intention politique. C'est la même association qui a édité un livre illustré intitulé « Hiroshima-Nagasaki, images des bombardements atomiques », du 10 juin.

TOURISME

LA DEMEURE DE LÉONARD - Le Clos-Luc d'Amboise, demeure de Léonard de Vinci, plus de quarante machines, sa chambre, ouverte tous les jours, de 10 à 19 heures.

★ Le Clos-Luc, 37400 Amboise, (47) 57-62-88.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Directeur : Laurence, directeur de la publication

Anciens directeurs : Bouvo-Méry, Jacques Fauvet (1969-1982)

Impression : du « Monde » à Paris

Reproduction interdite sans accord avec l'administration

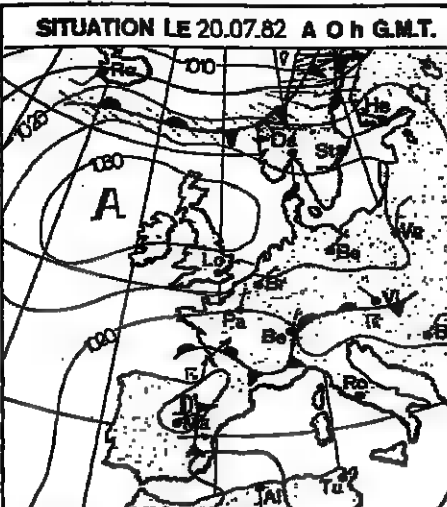
Partenaire des journaux et publications, 57 437.

ISSN : 0000-0000

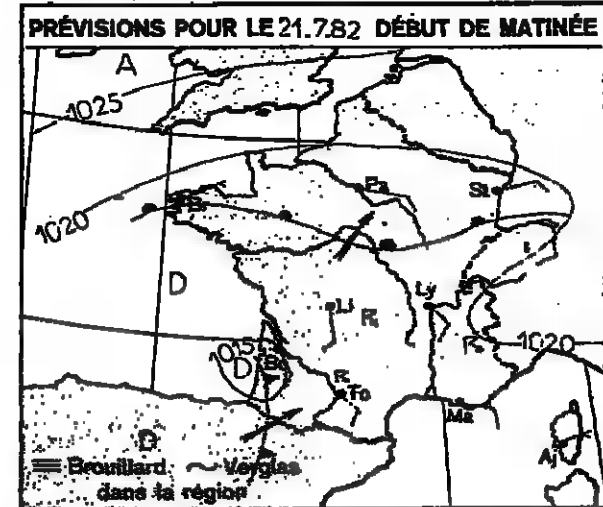
Halte au Vol

serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHÉ
ou PICARD
MARQUE
GARANTIE 5 ANS
+ 1 blindage acier 15/10°
+ renforcement du huis bois par 1 cornière en acier
+ 1 cornière anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte
NOUVEAU
(Sécurité renforcée)
1 cornière de pivotement paumelles soudées
Offre exceptionnelle au lieu de 4.300 F
4.000 F TTC
 Pose et dépi. compris
 PARIS-BANLIEUE
Société PARIS PROTECTION
 (1 seule adresse)
 55, av. de la Motte Picquet
 75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT 4 VERS

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 20.07.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 21.7.82 DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 20 juillet à 0 heure et le mercredi 21 juillet à 24 heures :

L'anticyclone des îles britanniques s'éloigne lentement vers l'ouest tandis qu'une dépression qui se forme au large de Gascogne s'installe dans les régions méridionales à l'ensemble de la France.

Mercredi matin le temps sera peu nuageux de la Bretagne aux Flandres et aux Vosges. Sur l'ensemble des autres régions il fera lourd avec des averses orageuses isolées. Progressivement ce temps orageux s'étendra à l'ensemble du pays. Les averses orageuses seront plus fréquentes et plus fortes des Pyrénées au Massif Central avec localement de la grêle. Dans l'ensemble les vents seront faibles, excepté de violentes rafales sous les orages.

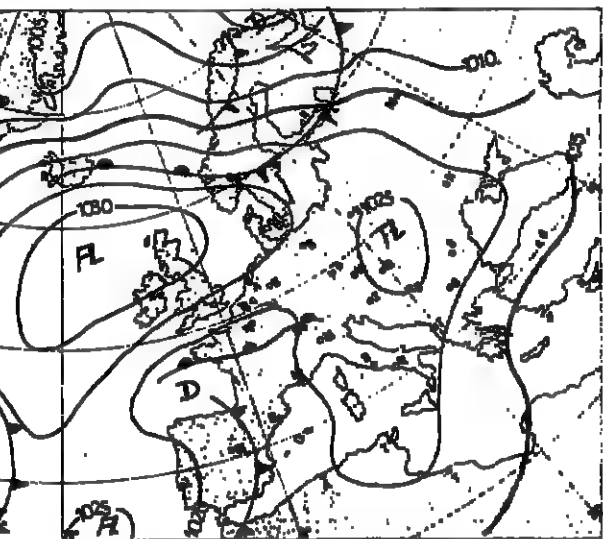
Les températures nocturnes voisines de 15 °C au nord de la Loire, 22 °C au sud de la Loire, 18 °C à 20 °C ailleurs. Les températures maximales atteindront 30 à 35 °C sur le Sud-Est, 25 à 30 °C ailleurs.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 juillet) : Ajaccio, 29 et 17 ; Biarritz, 27 et 20 ; Bordeaux, 32 et 18 ; Bourges, 30 et 18 ; Brest, 23 et 13 ; Caen, 23 et 15 ; Clermont, 20 et 15 ; Clermont-Ferrand, 29 et 17 ; Dijon, 28 et 17 ; Grenoble, 30 et 16 ; Lille, 24 et 14 ; Lyon, 29 et 19 ; Marseille-Marseille, 31 et 20 ; Nancy, 25 et 14 ; Nantes, 29 et 19 ; Nice-Côte d'Azur, 29 et 22 ; Paris-Le Bourget, 27 et 15 ; Pau, 31 et 16 ; Perpignan, 30 et 20 ; Rennes, 28 et 15 ; Strasbourg, 25 et 15 ; Tours, 29 et 16 ; Toulouse, 34 et 17 ; Poitiers-Poitiers, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Berlin, 25 et 16 ; Bonn, 25 et 14 ; Bruxelles, 24 et 12 ; Le Caire, 33 et 24 ; Les Canaries, 24 et 15 ; Coppenhague, 21 et 12 ; Dakar, 31 et 27 ; Djibouti, 33 et 27 ; Genève, 25 et 14 ; Jérusalem, 30 et 19 ; Lisbonne, 23 et 15 ; Londres, 23 et 12 ; Luxembourg, 24 et 15 ; Madrid, 32 et 14 ; Moscou, 28 et 13 ; Nairobi, 25 et 12 ; New-York, 32 et 27 ; Palma-de-Majorque, 34 et 20 ; Rome, 30 et 20 ; Stockholm, 25 et 16 ; Téhéran, 39 et 27 ; Tunis, 34 et 22.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 20 juillet à 8 heures : 1 020,7 millibars soit 765,6 millimètres de mercure.

JEUDI : le temps orageux sera généralisé à l'ensemble du pays. Temps lourd



PRÉVISIONS POUR LE 21.7.82 A 0 HEURE (G.M.T.)

sur toutes les régions avec un ciel le plus souvent nuageux et des orages qui éclateront çà et là mais qui seront plus nombreux près des côtes atlantiques, sur le sud-ouest ainsi que sur les massifs montagneux.

VENDEDI et SAMEDI : Lente régression de la zone orageuse vers le Sud ; le ciel des régions du Nord de la Seine et de l'Est devrait devenir à nouveau nuageux mais la tendance orageuse devrait se maintenir partout ailleurs.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3236

HORIZONTALEMENT

1. Où l'on voit parfois les gens qui arrivent en retard croiser ceux qui partent en avance. II. Les gens qui ne peuvent pas aller à l'école. III. Agrément des Soviets, complétement d'agrément chez nous. Borgne chez les aveugles. Pour rafraîchir la Gensadine. IV. L'excellence pour la grandeur. Désigne un comp. brillant et qualifie un sujet brillant. V. Le couchage. Nom d'une dame Jeanne. Contestée. VI. État à l'abri des vents. VII. Lettres en dépôt. VIII. Telle une jument prête pour la monte. Souvent opérant dans les vieux quartiers. VIII. Avec lui, la fermeture est claire. Le jouet des innocents ou des suppos du diable. IX. Cadeau d'un garçon amoureux. Fait partie des usages auxquels il est mieux de ne pas prêter l'oreille. X. Amorce de l'acte. On partage sa fortune entre intimes. Mieux d'expression qui finit par un X. XI. Criard autant par le ramage que par le plumage. Agent au service de l'identité. Adorateur de la laide. XII. Se rend d'autant mieux qu'on le possède bien. Doit être payé le prix fort. XIII. Appât charnu permettant d'attraper l'Éve de jouer au fruit défendu. Lieu de réunion dans un des États de l'Union. Bien parti pour une promenade en zigzag. XIV. Protocole en eaux pluviales pour naviguer en eaux fluviales. Avancée quand elle est. XV. Ce n'est pas sans appareil qu'il est reçu dans les galas. Personnel. Corps organisés.

VERTICALEMENT

1. C'est quand elle fait le plus mal qu'elle soulage le plus. C'est souvent les mains dans l'huile que son propriétaire fait son beurre. 2. Pare des dames. Procure quelque douceur dans l'affection. 3. Personnel. Un « pas ». Façon de s'attendre à tout alors qu'on n'est préparé à rien. 4. Tel le pays des merveilles. Ouvrage feutillé pour le confort. L'esprit. Charge qui s'accroît sans cesse. 5. Brillant publicitaire. Des gens y font leur beurre d'une manière loisible. Permettant la conservation des espèces. 6. Incesteuse qui protégeait le mariage. D.

Solution du problème n° 3235

I. Infarctus. - II. Circé. Ore. - III. Hair. Ange. - IV. Tito. Odes. - V. Ys. Baden. - VI. Eau. Ut. - VII. Lenteur. - VIII. Ouvert. Fa. - IX. INRI. - X. Irréel. En. - XI. Eus. Tente.

Verticalement

1. Ichtyologie. 2. Niais. Eu. Ru. 3. Frit. Envers. 4. Acrobate. 5. Ré. Auer. Et. 6. Aod. Utile. 7. Tondeur. 8. Urgent. Fret. 9. Gaine.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 JUILLET

- Château de Bagatelle, 15 h, 43, M° Bagatelle.
- Le Moyen Âge, 15 h, place Paul-Painlevé, M° Garnier-Ahlberg.
- du gothique à la basilique Saint-Denis, 15 h, entrée basilique, M. Guiller.
- Le quartier Latin, 15 h, jardin Saint-Julien-le-Pauvre, M° Lagrange, (Caisse nationale des monuments historiques).
- Naissance de l'écriture, 15 h, Palais (Approche l'art).
- Vestiges et souterrains de la Montagne-Sainte-Geneviève, 15 h, métro Cardinal-Lemoine, M° Moutard.
- La franc-maçonnerie, 15 h, 16, rue Cadet, M° Raguennou (Connaissance et d'ailleurs).
- Hôtels, rue du Bac, 15 h, église Saint-Thomas-d'Aquin, M° Ferrand.
- Hôtels, l'île Saint-Louis, 15 h, métro Saint-Paul, M° Hauller.
- Le Marais illuminé, 21 h, métro Saint-Paul, M° Hauller.
- Saint-Philippe-du-Roule et le parc Monceau, 15 h, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré (Histoire et archéologie).
- Quartier Saint-Gervais, 15 h, église Saint-Gervais, M° Leblanc.
- du Marais, 21 h, Saint-Paul (Lutèce visites).
- Chapelle XVI, crypte, 14 h 45, entrée rue Pasquier, M. de Roche.
- Hôtel Lauzun, 15 h, 17, quai d'Anjou (Paris et son histoire).
- du Bourg-Saint-Paul, 14 h, métro (Paris pittoresque et insolite).
- Hôtels de l'île Saint-Louis, 14 h, métro Pont-Marie (Réurrection du passé).
- Le Péro-Lachaise, 14 h 45, métro Péro-Lachaise (Tourisme culturel).
- Abbaye Saint-Germain-des-Près, 14 h 30, rue de l'Abbaye, E. Roussel.
- Le Marais, la place des Vosges, 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

CONFERENCE

JEUDI 22 JUILLET

20 h 30, 5, rue Laffitte, M. J. Carver : Le monde romain : le culte des Vierges noires. (Nouvelle Acropole).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 20 juillet 1982 :

UN DÉCRET

■ Pour changements de noms.

DES ARRÊTÉS

■ Relatif aux concours recrutement des professeurs collégiés d'enseignement technique chargés d'assurer les enseignements professionnels théoriques et les enseignements professionnels pratiques ;

■ Relatif aux modalités des concours internes recrutement des professeurs collégiés d'enseignement technique ;

■ Portant organisation de l'administration centrale.

VACANCES

PIQUE-NIQUE SUR L'AUTO-ROUTE. - Pour rendre plus agréable le voyage des vacanciers qui empruntent l'autoroute, le Service de l'autoroute Paris-Rhin-Rhône et les Sociétés des vacances du sud de la France organisent une opération « prix pique-nique » dans les boutiques se trouvant sur l'axe Paris-Marseille.

ENSEIGNANTS DE GESTION

2 postes d'enseignants en économie et gestion (B.O.E.N. N° 25 du 24.6.82) sont à pourvoir :
 1 en gestion comptable ; 1 en gestion commerciale.
 Les candidatures sont reçues jusqu'au 30 juillet à l'I.U.T. du Havre.
 M. Robert-Schuman
 B.P. 100
 76077 - Le Havre
 Tél. : (35) 47-28-47

AV. HOCHÉ A LOUER

ÉTAT NEUF
 TRÈS BEL
IMMEUBLE
 à usage de
BUREAUX
 GRANDE COUR PARKING

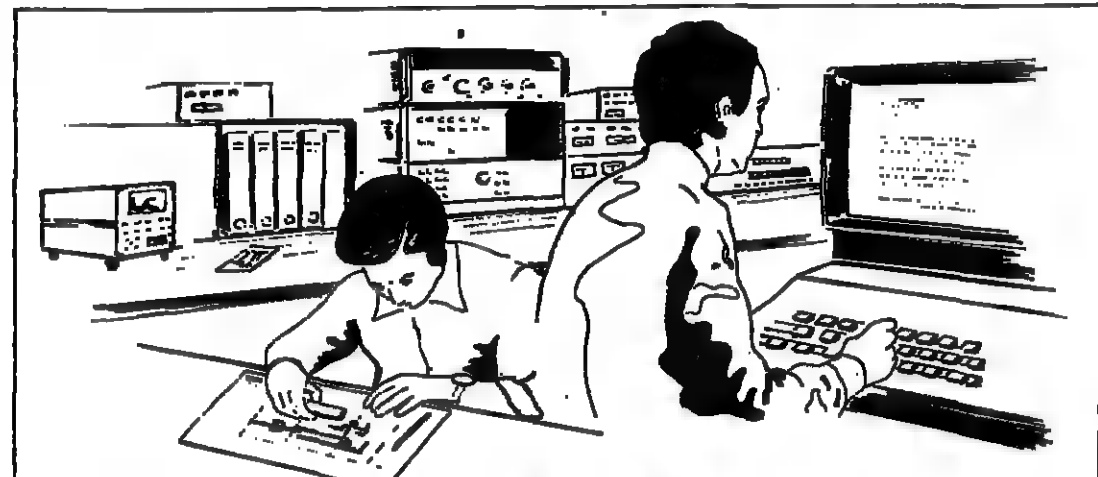
conviendrait aussi pour
 ambassade ou administration

S'adresser à M. BING
 9, rond-point Champs-Élysées, Paris-8°
 tél. 359-14-70

OFFRES D'EMPLOI		ANNONCES ENCADRÉES	
DEMANDES D'EMPLOI	Le m/m	OFFRES D'EMPLOI	Le m/m
IMMOBILIER	21,00	DEMANDES D'EMPLOI	40,00
AUTOMOBILES	24,70	IMMOBILIER	12,00
AGENDA	56,45	AUTOMOBILES	31,00
PROF. LIBRE CAPITAUX	48,00	AGENDA	31,00
	140,00		164,64

ANNONCES CLASSEES

emplois régionaux



Crouzet recrute ses ingénieurs de demain

Débutants ou quelques années d'expérience

Pour le développement de ses activités, Aéronautique et Espace, Composants d'automatismes, Transports et Télécommunications :

- Ingénieurs Electroniciens
- Ingénieurs Informaticiens
- Ingénieurs Microtechniciens
- Ingénieurs Electromécaniciens

Postes à pourvoir à Valence
bureaux d'études - recherche appliquée
qualité/fiabilité - industrialisation

Crouzet ... groupe industriel européen ... personnes ...
secteurs ... haute technologie ... qualité ...
fiabilité ... recherche et développement ... potentiel humain
très haute qualification ... implantation internationale ...



Adresser C.V., photo, références et prétentions à :
Crouzet SA - Direction du Personnel - Jules Védrières - 26027 Valence cedex

VILLE DE VALENCE (Drôme)
Recrute par voie de
CONCOURS SUR TITRES :

- 1. Architecte Diplômé
- 2. DEUG d'Art Plastique
- 3. Certificat d'Architecture Plastique
- 4. Du diplôme équivalent.

Adresser candidature avec C.V. et photo à Mairie de Valence - Service des Ressources Humaines - 1^{er} septembre 1982.

U.A.P. SAINT-ETIENNE
recrute
1. PROFESSEUR
ARCHITECTE DIPLOMÉ
Spécialiste des problèmes
d'analyse géométrique de l'espace, de composition et de représentation.
Rens. U.P.A. 1, rue
SAINT-ETIENNE 741.
(77) 32.89.31.

CABINET
CONSEIL JURIDIQUE
recherche
2 spécialistes :
**DROIT SOCIAL
DROIT SOCIÉTÉS
DES, DICE.**

Expér. 10 ans env. Env. C.V., photo et références à :
HAYAS 1878, BP 38044 - Grenoble.

Société industrielle rech. pour
un de ses établissements
**200 PERSONNES
RÉGION EPINAL**

CHEF DU PERSONNEL

30/40 ans env., c'est un
homme possédant un diplôme
d'études supérieures, connaît
l'anglais de préf., et justifiant
d'une 1^{re} expér. de la fonction
« PERSONNEL » et enfin, son
collaboration étroite avec le
Directeur de l'établissement, il
prendra en charge l'ensemble
de la fonction.

Adr. C.V., rémunération sou-
hait, et photo à HAYAS NANCY
54000 - N° 555 N

Laboratoire pharmaceutique région
Nord recherche pour son service de
synthèse organique un

**TECHNICIEN-
CHIMISTE
DUT/BTS**

possédant quelques années d'ex-
périence industrielle en chimie fine.
Envoyer C.V. et prétentions sous
réf. 2048 à MEDIA P.A.
5, Bd des Italiens
75002 PARIS, qui transmettra.

M.J.C. 81111 recherche
2 ANIMATEURS

- 1 animateur gestionnaire
pour coordination des
activités, organisation et ges-
tion, formation gestion, ex-
périence socio-culturelle
indispensable.
- 1 animateur global pour
coordination activités
éducatives, animation générale
de la M.J.C. et du quartier.
Formation CAPASE ou DEFA
expérience socio-culturelle in-
dispensable.

Env. lettre manusc. + C.V. +
photo à : M.J.C. Montparnasse,
25, avenue des Frères-Lumière,
75006 LYON.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE LEADER DANS L'HYDRAULIQUE
recherche pour son organisation française

DIRECTEUR COMMERCIAL MARKETING

organiser un département en vue de la mise en œuvre et des résultats dans les domaines suivants :

- l'organisation commerciale
- la pénétration du marché

Ce sera un gestionnaire, capable de motiver une équipe, de structurer une organisation.

DIRECTEUR DE VENTE

Chargé de l'animation et de la motivation de la force de vente et de la mise en œuvre de la stratégie de la Société. Aptitude marquée en vente.

DIRECTEUR D'UNE LIGNE DE PRODUITS

Parmi nos différentes lignes de produits, il prendra la Direction de la ligne Pompes hydrauliques pour moteurs à haute pression.

Responsable de la promotion interne du produit, il assurera la formation technique et la motivation. Le poste suppose une parfaite connaissance des pompes hydrauliques, de ses applications et une très haute aptitude à promouvoir le produit.

Pour chaque position requies une expérience de plusieurs années dans ce domaine spécifique, en position similaire et une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2728 M à PIERRE LICHOU S.A., BP 321 THIERY PARIS Cedex 03 qui transmettra.

juriste social

CREUSOT-LOIRE recherche un juriste spécialisé en droit social pour ses Etablissements implantés en Saône-et-Loire. Il aura pour mission d'assister et d'orienter les responsables des différentes Unités en matière d'application de la législation sociale.

Le poste, basé au Creusot, conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur en droit social ayant quelques années d'expérience pratique en droit du travail en milieu industriel.

Les candidatures avec mention de la rémunération souhaitée, à adresser à CREUSOT-LOIRE, Secrétaire Général du Site Industriel, 60 rue Georges-Clemenceau 71000 LE CREUSOT. L'examen des candidatures se fera à partir du 16 août 1982.

CREUSOT-LOIRE

Responsable de service crédits aux P.M.E.

Important groupe régional de crédit du secteur coopératif et mutualiste recherche un Responsable de service crédits aux P.M.E. Intégré à un département spécialisé des crédits aux entreprises, le candidat possèdera :

- une formation supérieure complétée par une formation bancaire de 5 à 10 ans d'expérience professionnelle en exploitation,
- une capacité d'adaptation au secteur coopératif et mutualiste.

Une bonne connaissance du secteur agro-alimentaire sera appréciée. Résidence : ville ou campagne de l'Est.

Ecrire : C.V., photo et prétentions, en précisant l'enveloppe la référence 3011 à :



9, Bd des Italiens, 75002 Paris
(réponse et discrétion assurées)

RÉGION SUD-EST

IMPORTANT GROUPE DE TEXTILE - CONFECTION

1) JEUNES INGÉNIEURS ECAM, AM... ou techniciens supérieurs :

L'un chargé de l'étude - développement dans les domaines de l'automatisation de la production et de la simplification des produits. Ce poste requiert des connaissances en petite électromécanique, pneumatique et électronique ; un complément de formation B.T.E. serait apprécié.

L'autre chargé de la maintenance et du contrôle pour l'importante unité de production intégrée : des produits en production/distribution de fluides seraient un atout.

2) PLUSIEURS INGÉNIEURS TEXTILES

ayant connaissances et/ou expér. en :
— Mécanisme circulaires grands et petits diamètres.
— Apprêt, teinture et impression.
— Etudes, méthodes et gestion de production dans la confection.

3) CHEFS D'ATELIER DE CONFECTION

pour l'animation et commandement d'une équipe de 10 à 15 personnes. Ils auront la responsabilité :
— D'appliquer la politique sociale définie par le Siège Social.
— De développer la qualité et la productivité de l'atelier.

4) MODÉLISTES EN CONFECTION

pour participer à l'élaboration de deux collections de produits à mode essentiellement féminins.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V. et prétentions sous référence 6.792, HAYAS CARRIÈRES, B.P. 7711 Lyon.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

L'AIR LIQUIDE

recherche
pour son département AFRIQUE

DEUX COMPTABLES HAUT NIVEAU

Après une période de formation de quelques mois, les candidats verront confier des services comptable et administratif de deux importantes filiales d'Afrique.

Il pourra s'ajouter, à court ou moyen terme, à cette fonction principale des missions de contrôle et d'assistance aux établissements situés dans les pays limitrophes.

Les candidats sont de formation comptable supérieure (D.E.C.S. exigé) et la gestion. Ils justifient quelques années d'expérience et sont capables d'assurer la formation permanente de leurs plus proches collaborateurs.

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser sous référence 8117.

L'AIR LIQUIDE
Direction des Relations Humaines
75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07.

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT MUTUEL DE L'AIN

CHEF DE PROJET OPÉRATIONS BANCAIRES

Il aura pour mission :

- Concevoir et mettre en œuvre les systèmes de traitement des opérations bancaires en T.P.
- Assurer la maintenance et l'évolution des systèmes et des installations.

QUALITÉS EXIGÉES :

- Bonnes connaissances bancaires.
- Expérience informatique gros ou moyens systèmes.
- Base de données.
- Devra faire preuve de rigueur intellectuelle et avoir des aptitudes au dialogue et à la négociation.
- Age de 27 à 35 ans.

Prière de joindre C.V. détaillé (expérience acquise et réalisations), photo et prétentions actuelles à :

EUROFORMATION, 139, rue du Ranclagh, 75016 PARIS.

SOCIÉTÉ DE CHIMIE FINE ORGANIQUE DE SYNTHÈSE

LITTORAL NORD DE LA FRANCE

UN CHIMISTE POUR SON LABO ESSAI-LANCEMENT

Cet agent de maîtrise (90 à 110 M. annuels) sera chargé au sein d'une équipe de :

- La mise au point de nouveaux procédés.
- Le poste est évolutif à moyen terme.

Les candidats âgés de 30-35 ans devront posséder le D.U.T. ou B.T.S. Chimie, et justifier d'une expérience mini de 5 ans acquise en milieu industriel ou de synthèse.

Adresser L.M., C.V., photo s/n° 8.772 Le Monde Pub., Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

OFFRES D'EMPLOI

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

responsable des services

responsable de sa division

CHEF COMPTABLE

PROF.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

URGENT, Société Française en pleine expansion solidement implantée en Europe et aux U.S.A., et occupant une position importante dans le domaine de la simulation aéronautique et industrielle, recherche :

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

directement au Directeur Commercial «Simulation», leurs recherches les marchés potentiels, de concevoir et établir les réponses aux appels d'offres nationaux et internationaux, de présenter et négocier les propositions auprès des clients, de conclure les marchés et d'en assurer la mise en œuvre commerciale.

Ces postes conviendront à des ingénieurs (ou équivalents) désireux de s'orienter vers la fonction commerciale après avoir assuré pendant au moins 2 ans la coordination technique de projets.

Le premier poste s'adresse à un ingénieur (ou équivalent) connaissant bien les marchés de l'aéronautique, des armées et de l'électronique professionnelle en générale. Le deuxième poste s'adresse à un ingénieur électronique de préférence connaissant les applications de l'électronique rapide dans le domaine du traitement du signal et les problèmes de l'intégration d'équipements électroniques dans des systèmes complexes.

La pratique courante de l'Anglais est indispensable.

Lieu de travail : PARIS

FREQUENTS DEPLACEMENTS.

Nous recherchons des personnes ayant le goût d'entreprendre et d'innover, capables de s'intégrer à une équipe jeune et très dynamique.

Envoyer CV, photo et prétentions en référence 4719 sous enveloppe à : JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade PARIS, qui transmettra.

Responsable audit + évolution rapide vers poste opérationnel

PUISSANT GROUPE FRANÇAIS PRODUITS MONDIALEMENT CONNUS, nombreuses filiales France et étranger, recherche un Jeune Audit pour intervenir dans les filiales du Groupe.

évolution de carrière pourra faire des fonctions opérationnelles au sein de la Mère ou dans une filiale. HEC, ESSEC, DECS apprécié. Le jeune cadre financier devra disposer d'une première expérience réussie de 1 an environ acquise en préférence en audit anglo-saxon ou au sein d'un grand groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. WH 578 AM.

4 rue Massenet 75016 Paris

Arnold Electro-Industrie

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

recherche

JEUNE CADRE FINANCIER

Le candidat sera diplômé de l'enseignement supérieur Grande École + DECS.

Nous demandons :

une expérience dans un cabinet comptable important (4 à 6 ans).

une bonne maîtrise de la comptabilité française et anglo-saxonne.

des connaissances solides en finances, fiscalité et contrôle de gestion.

Français/Anglais.

des notions d'informatique seraient appréciées.

La rémunération sera fonction de l'intérêt de la candidature, en particulier de la variété et de la solidité de l'expérience (150.000 à 200.000 F/an).

Poste à pourvoir Banlieue Sud-Ouest de Paris.

Adresser C.V. et photo sous réf. 43572 M à BLEU Publicité

17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

etap

Pour travaux sous-marins, plongeurs classe 1 et 2.

Tél. : 16 (32) 36-51-38.

Demandeur M. Rozzoletti.

4 rue Massenet 75016 Paris

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer



emplois régionaux

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL pour unité production située en CHAMPAGNE

responsable des services comptables et administratifs

Rattaché au Directeur de l'établissement, il aura en charge :

le suivi de la comptabilité générale et analytique traitée sur site par système informatique.

la gestion et le suivi des budgets en relation avec les services techniques, comptables et gestion du site.

Ce poste conviendra à un candidat possédant DECS complet et diplôme de gestion ou équivalent justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans dans un grand groupe.

Adresser CV, candidature, C.V. et prétentions à : 4582 PIERRE LICHOU S.A.

Boite Postale 1011 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

TRÉFIMÉTAUX Groupe PUK

Pour importante unité de production dans l'Oise :

UN INGENIEUR DIPLOME GRANDE ÉCOLE

débutant ou 2 à 3 ans d'expérience

RESPONSABLE DU SERVICE ÉLECTRIQUE

comprenant :

- centrale alimentée en 65.000 volts,

- fonderie avec four à induction,

- laminoirs, fours à gaz, cisailles avec vitesse de traction,

- automates programmables - microprocesseurs. Anglais et/ou allemand souhaitable.

Pour unité de production (700 personnes) dans l'Orne :

UN INGENIEUR DIPLOME A.M., E.N.S.I., BREGUET, SUDRIA, etc.

ayant quelques années d'expérience

RESPONSABLE DES SERVICES ENTRETIEN ET ÉQUIPEMENT MÉCANIQUE ÉLECTRIQUE

Missions :

Études, maintenance électrique et mécanique, série, sécurité.

C.V. à TRÉFIMÉTAUX, Cadres, 6, boulevard du Général-Leclerc, 91900 CLICHY.

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

CHEF COMPTABLE SUP CO. + DECS

La Compagnie Générale des Matières Nucléaires (COGEMA), filiale du groupe C.E.A., recherche pour son établissement de MARCOULE, dans le Sud de la France (Basse Vallée du Rhône), un Chef Comptable. Rattaché au Chef de Service de Gestion Économique, il sera responsable de l'ensemble de la comptabilité de l'établissement (comptabilité générale, comptabilité analytique) et chargé de coordonner une équipe d'une vingtaine de personnes dans un environnement informatisé.

Ce poste requiert une solide expérience comptable et une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction équivalente.

Envoyer curriculum détaillé, photo, à : COGEMA, B.P. 170, 31100 BAGNOLS-SUR-CEZE.

CONCOURS PUBLIC SUR TITRES ET RÉFÉRENCES

LE RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR CONTRACTUEL AU SERVICE DE L'ABATTOIR

Un concours public sur titres et références aura lieu dans le courant du troisième trimestre 1982 en vue de recruter un directeur contractuel au service de l'Abattoir.

Il est imposé aux candidats d'être titulaires de l'un des diplômes ou titres suivants, ou de posséder une expérience professionnelle d'un niveau équivalent :

- diplôme d'une école supérieure de commerce,

- diplôme « Sciences éco »,

- ingénieur diplômé d'une école d'agronomie.

Les candidatures seront reçues jusqu'au 31 juillet 1982, dernier délai.

Renseignements sur demande au Bureau du Personnel, à la Maine (Porte A 118 - 1^{er} étage - tél. 20-84-72).

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et prétentions : avenue Gabriel-Martin, 83400 - St Omer

Technico-Commercial

pour : vente d'électro-aimants

C.V. et

Le Monde

économie

SOCIAL

La rencontre entre le premier ministre et les syndicats de fonctionnaires

Vers de rudes négociations au mois de septembre

La rencontre entre M. Pierre Mauroy et les sept fédérations de fonctionnaires, qui s'est déroulée mardi 19 juillet en présence de M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, n'a débouché, au bout de près de trois heures de discussions, sur aucune décision concrète concernant les modalités de sortie du blocage des salaires dans la fonction publique.

M. Mauroy a simplement donné rendez-vous aux syndicats à la mi-septembre en soulignant que les négociations salariales s'annonçaient rudes.

Le premier ministre n'a guère apporté d'éléments nouveaux au plan qu'il avait annoncé le 9 juillet dernier concernant les revalorisations (le Monde du 20 juillet).

En ce qui concerne la contribution de solidarité demandée aux fonctionnaires pour renflouer l'assurance chômage, M. Pierre Mauroy n'en a pas précisé ni le taux ni les contreparties éventuelles. Il n'a pas non plus évoqué la date de son entrée en vigueur fixée en principe au 1^{er} novembre. Cette contribution, très contestée par les syndicats, pourrait être négociée au mois de septembre. M. Le Pors a en effet précisé que « rien n'était fixé en ce qui concerne les modalités d'application de cette contribution qui restera temporaire ». Des aménagements pourraient être également trouvés en ce qui concerne la participation des plus bas salaires.

Les fédérations syndicales ont réaffirmé officiellement les critiques qu'elles avaient déjà formulées le 9 juillet, notamment à propos de la contribution de solidarité.

La C.F.D.T., qui a pris note de l'effort du gouvernement en faveur des bas salaires, réclame notamment l'attribution au 1^{er} juillet de dix points uniformes aux fonctionnaires les moins rémunérés (catégories C et D) et le maintien du pouvoir d'achat moyen pour les autres au 31 décembre 1983.

La C.G.T., nettement plus critique, constate que le pouvoir d'achat des fonctionnaires sera amputé dès la fin 1982 et pendant toute l'année 1983. Elle envisage d'organiser des

actions de protestation à la rentrée. F.O. enfin, refuse de renégocier les salaires pour 1982.

En dépit de leurs critiques, les syndicats n'envisagent pas de pratiquer la politique de la chaise vide lors des négociations prévues à la mi-septembre.

Les points ne sont donc pas coupés entre le gouvernement et les syndicats, qui ont par ailleurs réussi à se mettre d'accord sur un autre problème : la titularisation des contractuels et auxiliaires de la fonction publique.

Un projet de loi a été présenté ce mardi 20 juillet devant le conseil supérieur de la fonction publique. Il concerne trois cent quarante mille personnes, dont quatre-vingt mille pour les deux années à venir.

Selon une étude de la C.F.D.T.

Près d'un salarié sur quatre gagne 3 900 F ou moins par mois

« Globalement, les poches de bas salaires se renforcent », estime la C.F.D.T. dans une étude sur les basses rémunérations, publiée le 20 juillet, à partir d'une actualisation à avril 1982 des déclarations annuelles de salaires, corrigées par l'INSEE, de 1977 dans le secteur privé et semi-public. Selon la C.F.D.T., sur un total de 17 492 000 salariés, 4 219 700 gagnent mensuellement 3 900 F ou moins (niveau du SMIC revendiqué par la centrale, valeur avril 1982), soit 24,1 % de l'ensemble des salariés (contre 23,8 % en 1981 et 24,6 % en 1980).

Dans une étude publiée en mars (le Monde du 16 mars 1982), le Centre d'études des revenus et des coûts avait calculé que le pourcentage des salariés ayant un salaire mensuel inférieur à 3 200 F en 1981 était de 25,6 % pour le seul secteur privé et semi-public.

Pour ce qui concerne le secteur privé et semi-public, la proportion des salariés gagnant 3 900 F ou moins par mois est estimée par la C.F.D.T. à 24,7 %. Cette proportion atteint, en données corrigées, 45,5 % des salariés dans le textile-habillement, 44,2 % dans les cuir et chaussures, 42,5 % dans les hôtels, cafés et restaurants, 37,4 % dans le commerce de détail alimentaire, 36,8 % dans le bois-ameublement et 34,3 % dans le commerce de détail non alimentaire.

La C.F.D.T. évalue le nombre réel de salariés à 1 300 000 et 1 600 000, soit entre 10 % et 12 % de salariés du secteur privé hors agriculture. Après avoir jugé de nouvelles l'étape 1982 de revalorisation du SMIC « insuffisante », la C.F.D.T. note, en tenant compte des évolutions de la durée du travail et des prélèvements sociaux obligatoires, que « le salaire moyen aura vu son pouvoir d'achat augmenter de 12,5 % entre juillet 1974 et juillet 1981 ».

D'après l'étude de la C.F.D.T., « dans les secteurs primaires et secondaires, les effectifs baissent mais le pourcentage de travailleurs à bas salaires dans ce secteur augmente ». Cependant dans le secteur tertiaire, « l'augmentation rapide des effectifs augmente le nombre des bas salaires malgré un pourcentage en baisse ». La C.F.D.T. indique aussi que plus de quatre cent trente-deux mille agents de la fonction publique et des collectivités locales gagnent 3 900 F brut et moins par mois, indemnité de résidence comprise.

Au tribunal de Privas

Dix-neuf mineurs C.G.T. enchaînés...

De notre correspondant

Privas. — Dix-neuf mineurs des mines de plomb argentifère de Largentière ont comparu enchaînés, en bleu de travail et casque sur la tête, devant le tribunal de grande instance de Privas (Ardèche) où ils avaient été assignés en référé lundi 19 juillet à 16 heures. Le président du tribunal, M. Bastelica, les pria simplement... d'éteindre leur lampe frontale!

M. Ribeyre, qui représentait la société Penarroya, plaida afin que le tribunal ordonne l'évacuation de la mine occupée depuis près de deux mois par les mineurs C.G.T. La liberté du travail est due, expliqua-t-il, aux deux tiers des deux cent soixante-dix mineurs qui ne suivent pas le mouvement de grève.

M. Veil, qui défendait les mineurs C.G.T., a plaidé l'incompétence du

tribunal. S'il fallait, a-t-il dit en substance, ordonner l'évacuation de la mine de Largentière, le préfet de l'Ardèche avait le pouvoir de le faire. Il ne l'a pas jugé opportun. Le tribunal peut-il le désavouer?

On sait que la direction de Penarroya et le groupe des experts désignés par le ministère de l'Industrie considèrent que les réserves minières et exploitables de Largentière sont quasiment épuisées et qu'il est temps d'organiser la fin de l'exploitation. Les mineurs C.G.T., au contraire, affirment que les réserves représentent encore des millions de tonnes et que l'intérêt national exige leur exploitation, même au prix d'importants travaux d'approfondissement.

Le tribunal a mis l'affaire en délibéré jusqu'au jeudi 22 juillet.

A.G.

NEUBAUER

305! 505!!
TAGORA!!!

PRIX CHOC
sur stock 82 disponible

821.60.21
Monsieur GÉRARD

Selon la C.G.T.

M. DOUMENG
MENACE LES SALARIÉS
DE LA SICA-VINS
D'UN DÉPÔT DE BILAN

Comme il en avait brandi la menace, si le travail ne reprenait pas lundi 19 juillet, M. Jean-Baptiste Doumeng, P.-D.G. de la SICA-VINS à Toulouse, aurait demandé mardi matin par téléphone à son directeur de convoquer le conseil d'administration pour déposer le bilan, apprend-on de source syndicale. Cet appel téléphonique est intervenu — au moment où les responsables de l'entreprise recevaient une délégation de la C.G.T.

Lundi à Toulouse, les soixante-cinq salariés du « milliardaire rouge » avaient décidé de poursuivre la grève entamée vendredi, à la suite de l'annonce du licenciement de quatorze d'entre eux, dont trois élus de la C.G.T. M. Doumeng, par l'entremise de son directeur, M. Noël, s'était déclaré prêt à recevoir les grévistes à la condition que la question des licenciements ne soit pas abordée. Ce que la C.G.T. avait refusé.

● **Accident mortel du travail** à Staffeldien près de Mulhouse (Haut-Rhin). Un mineur de 50 ans, M. Roger Vivot, a été tué par la chute accidentelle d'une poulie, lundi 19 juillet, dans un bâtiment des Mines de potasse d'Alsace.

● **Grève des marins sur la Manche**. — Près de 600 marins de Sealink U.K. (partenaire britannique de la S.N.C.F. dans l'exploitation de services maritimes à travers la Manche) occupent, depuis lundi 19 juillet, six bateaux de la compagnie dans le port de Harwich.

ÉTRANGER

Les convictions de M. Galbraith

(Suite de la première page.)

Point d'inquiétude non plus, à Washington, sur les devises que recevront les Soviétiques en paiement du gaz. « C'est important dans la mesure où cela leur permettra de payer le pipeline. »

Mais cet argent servira pendant plusieurs années à rembourser la dette. « L'U.R.S.S. n'en retirera donc pas de bénéfices immédiats. »

Les craintes sont donc ailleurs, dans le renforcement du potentiel industriel, donc militaire, de l'Union soviétique qui pourrait résulter de la mise en valeur de ce gaz. En substance, l'ambassadeur des États-Unis estime que l'économie soviétique connaît de graves difficultés en partie pour des raisons structurelles.

Outre ces difficultés endémiques l'U.R.S.S. doit faire face à deux problèmes immédiats : la tentative d'une très forte extension dans le nouveau plan quinquennal de divers secteurs parmi lesquels le développement très ambitieux de la production de gaz naturel et la crise de recettes en devises.

La production de gaz doit passer de 450 milliards de mètres cubes par an à 650 milliards, soit une augmentation de 200 milliards de mètres cubes, dont 35 seulement seront vendus à l'Ouest.

Ce programme était fondé sur l'achat de matériels à l'Occident grâce aux revenus tirés des ventes de pétrole et d'autres matières premières (or, diamant). Or toutes les catégories de recettes sont révisées en baisse et ces difficultés sont encore accentuées par la Pologne et les problèmes financiers des pays de l'Est. « Commercialement, précise M. Galbraith, même si l'analogie n'est pas tout à fait possible pour un pays, vous pourriez comparer l'U.R.S.S. à la faillite de la BRANIFF. La compagnie aérienne avait elle aussi un important plan d'extension mais les recettes n'ont pas suivi. »

Si l'Ouest n'aide
pas les Soviétiques...

« Cette mise en valeur du gaz, M. Galbraith ne le cache pas, est sans aucun doute l'un des développements les plus importants de l'histoire économique de l'U.R.S.S. ». Elle donnera une base plus large au potentiel économique et militaire soviétique et permettra — le gaz étant substitué au pétrole dans l'industrie — d'exporter le pétrole brut et d'obtenir ainsi plus de devises. Or les Soviétiques n'y parviendront pas, si ce n'est après de nombreuses années, si l'Ouest ne les aide pas. Dans la mesure où cette évolution apparaît comme « stratégique », nous n'avons pas, nous, Américains, dit M. Galbraith, l'obligation d'aider les Soviétiques par notre technologie. »

L'ambassadeur juge en outre la position de son pays inattaquable sur le plan juridique. L'accord de licence signé en 1976 entre Alstom-Atlantique et General Electric comporte en effet dans son article 7 un engagement de la firme française à demander une autorisation de l'ad-

ministration américaine pour exporter le matériel en question dans un certain nombre de pays, dont l'U.R.S.S. « Je ne crois pas qu'Alstom-Atlantique passera outre à l'embargo, affirme M. Galbraith, car les amendes encourues sont très élevées et les dirigeants de l'entreprise risquent des poursuites pénales ». Les annués judiciaires que connaîtrait alors la firme française outre-Atlantique se transformeraient en « cauchemar ».

M. Galbraith disqualifie toutefois les États-Unis d'un manque de fair-play disant en substance que dès le sommet d'Ottawa — donc quelques mois avant la signature des contrats — le président Reagan avait prévenu les Européens de ce qui les attendait.

Que peut faire Paris ?

Alors qu'à Washington le clan des « durs », dont l'ambassadeur à Paris est en l'occurrence le porte-parole autorisé — l'a emporté après le départ de M. Haig, quelle peut être la réponse de Paris? Jusqu'à présent, la France a été beaucoup plus discrète que ses partenaires européens. Tandis que le président italien, le premier ministre britannique et le chancelier ouest-allemand ont tour à tour annoncé leur intention de demander à leurs industriels de passer outre à l'embargo, on note à peine deux déclarations de M. Mitterrand au Conseil européen et dans un entretien accordé au quotidien hongrois Nepszabadsag sur « la volonté très égoïste des États-Unis ». Le gouvernement devrait donc, dans les jours prochains, faire une déclaration de principe très ferme.

De là à passer outre à l'embargo — comme l'a réclamé la C.G.T. le 19 juillet, — il y a un pas qui ne sera pas franchi immédiatement. Alstom-Atlantique est, on le sait, la seule des quatre entreprises européennes concernées (outre la société française, l'anglaise John Brown, l'allemande A.E.G. et l'italienne Nuovo Pignone) à pouvoir se substituer entièrement à General Electric.

Alors que les trois autres sociétés sont chargées de fournir les cent vingt-cinq turbines nécessaires au gazoduc avec des rotors achetés à la firme américaine, Alstom-Atlantique s'est vu commander des rotors de rechange (quarante) pour 400 millions de francs. L'extension de l'atelier de Bourgogne — près de Belfort — est à peine commencée et les livraisons sont prévues d'octobre 1983 à la mi-1985.

Une attitude commune

Avant de pousser Alstom à livrer ses quarante rotors à l'U.R.S.S., les pouvoirs publics aimeraient obtenir des autres pays européens — des consultations sont en cours — une attitude commune. Les autres sociétés en cause livreraient alors les turbines équipées des rotors (un peu plus d'une vingtaine) reçus de General Electric avant l'embargo. Un coup de force européen qui permettrait peut-être d'éviter les poursuites outre-Atlantique. Car si les pays européens invoquent le droit international, ils n'ont guère de doute sur l'issue d'une mise en cause de leurs sociétés devant la juridiction américaine.

En revanche, il semble improbable qu'un feu vert soit donné à Alstom pour construire les rotors manquants (une soixantaine plus les pièces de rechange), un acte beaucoup plus agressif à l'égard de Washington que l'affirmation de la non-rétroactivité de l'embargo. Le gazoduc serait alors équipé de turbines soviétiques — la presse soviétique ne manque pas une occasion de souligner la fiabilité des prototypes de 25 MW actuellement expérimentés, les Européens conservant l'ingénierie de l'ensemble, du fait de leur geste de bonne volonté. Mais comme le dit M. Galbraith, sans la technologie américaine, le gazoduc connaîtrait de très importants retards. Tel semble être aujourd'hui l'objectif des États-Unis.

BRUNO DETHOMAS

CONJONCTURE

SELON UNE ÉTUDE DE L'INSEE

Le ralentissement de la hausse des prix aura des conséquences sur l'activité économique

L'indice des prix à la consommation devrait progresser de 10,6 % en 1982, estime l'INSEE dans sa dernière note sur les tendances de la conjoncture de blocage des prix permettra donc une diminution de 2 points de l'indice du coût de la vie par rapport à l'évolution constatée ces derniers mois.

L'institut justifie d'ailleurs la politique gouvernementale en raison du fort accroissement du différentiel d'inflation entre la France et ses partenaires : « de 1971 à 1980, l'écart fluctuait entre - 1 % et + 3,4 %, il a atteint 6 % au printemps 1982 ». Malgré les mesures prises le 12 juin, à en croire l'INSEE, la hausse des prix à la consommation restera supérieure de 1 % en moyenne à celle de ses partenaires et de 3 % à celle observée en République fédérale d'Allemagne.

Les mesures ont, en outre, des effets sur l'activité économique générale. Ainsi de la consommation des ménages qui reviendrait à 0,3 - 0,4 % du fait d'une « légère baisse de pouvoir d'achat du revenu disponible ».

De même des investissements des entreprises car si « la récente dévaluation du franc par rapport au mark est a priori favorable à une amélioration des résultats d'exploitation des entreprises et de l'investissement, celle-ci s'accompagne actuellement d'une dévaluation par rapport au dollar qui est, elle, en raison du renchérissement des coûts intermédiaires des entreprises ».

qu'elle entraîne, préjudiciable aux résultats d'exploitation et à l'investissement », si le dollar reste au-dessus de 6,80 F l'impact global sera favorable.

L'INSEE prévoit donc désormais un déficit des échanges extérieurs qui « avoisinerait les 75 milliards de francs en 1982 ». En matière de production l'institut ne pense pas que le « glissement du PIB marchand puisse beaucoup excéder 1 % en 1982 » ce qui correspondrait à une croissance annuelle de l'ordre de 1 à 1,5 %.

Enfin l'INSEE pense que le nombre de demandeurs d'emploi devrait continuer de progresser d'environ + 20 000 par mois, évolution qui pourrait toutefois être atténuée par les mesures spécifiques de lutte contre le chômage.

Les sombres perspectives économiques sont amplifiées par M. Raymond Barre dans un entretien accordé au quotidien américain « Christian Science Monitor ». Des finances publiques en désordre, un déficit massif du commerce extérieur, un franc fragile et une dette extérieure excessive seront, selon M. Barre, les conséquences de la politique socialiste. « Pour rester dans le système monétaire européen, nous serons forcés de dévaluer notre monnaie de plus en plus souvent ».

Le genre de phrase qui risque de relancer le débat sur l'opportunité des propos tenus par l'ancien premier ministre dans des journaux étrangers.

SOLDES
INCROYABLES
MOINS 30, 40, 50 %

Fauteuils, chaises dactylo.
Bureaux, bibliothèques.
Armoires métalliques et bois.
FIN DE SÉRIES.
Stock limité.

ROGER H. FRANCE
SPÉCIALISTE DU MOBILIER
BUREAU DIRECTION

59-61, rue La Fayette, 75009 Paris
Tél. 285-42-41. Métro Cadet.
Parking gratuit.



AFFAIRES

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Bosch est prêt à acquérir d'autres activités d'A.E.G.-Telefunken

Le groupe allemand Robert Bosch (construction mécanique, matériel électrique) est disposé à augmenter sa part dans A.E.G.-Telefunken Nachrichtenbau, la filiale « télécommunication » du groupe, si ce dernier le lui propose, a déclaré, lundi 19 juillet, à Stuttgart, le président de Bosch, M. Hans Merkle.

Bosch est actionnaire à hauteur de 20 % du capital de cette filiale d'A.E.G., aux côtés de Mannesmann (20 %), A.E.G. conservant 51 %. Les trois sociétés - Bosch, Mannesmann et Allianz - ont regroupé leurs participations au sein d'un holding et ont une option pour accroître leur participation au cas où une modification interviendrait dans l'actionariat d'A.E.G. Une clause qui risque de jouer si l'entrée dans le capital d'A.E.G. de la société britannique GEC et de la firme américaine United Technology se confirme.

Bosch a également pris, ces derniers mois, une participation de

74,5 % dans Teleorma (A.E.G. conservant 24,5 %) qui détient 41 % de Telefonbau und Normalzeit, l'un des trois constructeurs allemands de téléphone. Enfin, Bosch a pris 20 % d'Olympia, la filiale britannique d'A.E.G., qui connaît, depuis des années, une situation financière très difficile.

Cette importante politique de diversification vers l'électronique engagée par Bosch (13 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires en 1981) a été incontestablement facilitée par les difficultés d'A.E.G. qui se voit dans l'obligation de se séparer de certaines de ses activités les plus rentables (télécommunications) pour boucher les trous des autres secteurs.

M. Merkle a également indiqué que la filiale commune de Bosch et de Siemens (Bosch-Siemens-Hausgeräte) n'était pas intéressée, pour le moment, par une prise en charge des « produits blancs » (électro-ménager) d'A.E.G.

POUR LE SECOND SEMESTRE CONSÉCUTIF

Chrysler Corp. a réalisé un bénéfice

Chrysler Corp., le troisième constructeur automobile américain, sauvé de justesse de la faillite par une aide fédérale en décembre 1979 semble sur la voie du redressement. Le groupe a surpris tous les analystes en annonçant, pour le deuxième trimestre de cette année, un bénéfice d'exploitation de 106,3 millions de dollars, en dépit d'une stagnation (- 0,3 %) de son

chiffre d'affaires (2,87 milliards de dollars). C'est la première fois depuis cinq ans que Chrysler fait des bénéfices au cours de deux trimestres consécutifs.

Au cours du premier trimestre, cependant, c'était la vente de sa division armement qui lui avait permis d'effacer une perte d'exploitation de 83 millions de dollars et de dégager un bénéfice net de 149 millions. Le bénéfice réalisé au niveau de l'exploitation, cette fois d'avril à juin, a donc constitué une bonne surprise, ce d'autant que la plupart des experts attendaient un gain moitié moindre (de 50 à 70 millions de dollars).

« Ce résultat, obtenu alors que l'industrie automobile connaît la plus forte crise de son histoire », a affirmé M. Iacocca, président de Chrysler, est la preuve tangible de l'efficacité de notre politique visant à réduire les coûts, à améliorer la productivité et à accroître notre rendement. »

Il a estimé que le groupe dégagerait pour l'ensemble de l'année un bénéfice d'exploitation de 150 millions de dollars, ce qui, ajouté au gain exceptionnel réalisé sur la vente de sa filiale armement, devrait porter son bénéfice net pour 1982 à environ 400 millions de dollars (contre une perte de 475,6 millions l'an passé).

Chrysler doit entamer cette semaine des négociations avec le syndicat des travailleurs américains de l'automobile, en vue du renouvellement de la convention salariale, qui expire à l'automne. Les salariés du groupe, qui avaient consenti dans le cadre de son plan de redressement d'importants sacrifices, paraissent décidés, compte tenu de l'amélioration des résultats, à combler l'écart de salaire qui les sépare des salariés de Ford et de General Motors (de 2 à 3 dollars par heure).

LE DÉCOUVERT SUR LES COMPTES DE CHÈQUES POSTAUX POURRAIT ÊTRE PORTÉ DE 1 000 F À 5 000 F

Le ministère des P.T.T. a proposé au ministre des finances de l'économie de porter le découvert autorisé sur les comptes de chèques postaux (C.C.P.) de 1 000 F à 5 000 F, et ceci dès l'automne prochain.

Cette « facilité » devrait rester « exceptionnelle » (les chèques postaux ne sont pas une banque et ne font pas de crédit), et serait uniquement destinée aux titulaires de comptes qui n'ont enregistré aucun incident depuis six mois et dont les dépôts atteignent, habituellement, un montant suffisant. Comme précédemment, elle serait limitée à dix jours, et entraînerait le paiement d'intérêts débiteurs de l'ordre de 20 % environ, légèrement en dessous des tarifs des banques.

A l'heure actuelle, la mise en découvert d'un C.C.P. est sanctionnée par le paiement d'une taxe forfaitaire de 8 F jusqu'à 1 000 F et de 16 F au-dessus.

Dans le futur, comme maintenant, le recours fréquent au découvert sur les C.C.P. risquerait d'entraîner la fermeture du compte.

AGRICULTURE

Des producteurs du Gard et des Bouches-du-Rhône détruisent 200 tonnes de produits espagnols

Au péage autoroutier de Grand-Gallargues, entre Nîmes et Montpellier, deux cents agriculteurs venus du Gard et des Bouches-du-Rhône ont détruit, lundi 19 juillet, les chargements d'une vingtaine de camions de fruits et légumes en provenance d'Espagne.

Deux cents tonnes de marchandises auraient ainsi été répandues sur la chaussée. Les manifestants, se réclamant de la F.N.S.E.A., ont également pris le contrôle de deux camions de poires espagnoles, dont le calibre serait interdit sur le marché français (1). Ils devaient les déverser sur les marchés de Cavallon et de Châteaufort. Avant de quitter le péage, les agriculteurs ont tenté d'incendier deux camions, mais les pompiers sont rapidement intervenus.

Ces destructions risquent de provoquer un incident diplomatique entre la France et l'Espagne, pays où plusieurs chambres d'agriculture viennent de lancer une campagne de boycottage des produits français. Mme Cresson a vivement réagi. Tout en ne condamnant pas le principe des manifestations - « J'y ai moi-même participé à de nombreuses occasions », a-t-elle déclaré - le ministre de l'Agriculture a indiqué que « ce n'était pas par la violence que la situation serait redressée mais par la solidarité nationale et la lutte à Bruxelles comme sur d'autres fronts ».

M. Jospin, premier secrétaire du P.S., prenant la parole dimanche 18 juillet dans les Pyrénées-Orientales, évoquant les propos de M. Guillaume, président de la F.N.S.E.A., selon lesquels le gouvernement serait responsable des actes de violence, a déclaré : « J'ai toujours considéré que les responsables d'organisations, d'associations, étaient pleinement responsables des actions qu'ils mènent. Il est trop facile de conduire ses troupes et de se déclarer irresponsable de leurs actions. Il y a aussi une façon d'annoncer à l'avance qu'on va être débordé qui conduit plus à inciter qu'à freiner ».

M. Jospin a encore noté que « M. Guillaume avait fait preuve d'une angélique patience dans les années précédentes, alors que le revenu paysan reculait. Il devrait maintenant être plus modéré si sa préoccupation est de défendre les intérêts des agriculteurs ».

Quant aux viticulteurs du

Languedoc-Roussillon, ils ont décidé, lundi 19 juillet, au cours de la réunion du Comité régional d'action viticole de manifester le 31 juillet sur les routes. Et de récidiver fin août si le marché des vins ne s'améliorait pas. Pendant ce temps, à Bruxelles, les ministres de l'Agriculture des Dix continuaient à négocier le nouveau règlement pour l'organisation du marché communautaire, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la R.F.A. demandant des garanties, pour éviter que le marché des alcools de synthèse et de grain ne soit perturbé par les alcools viniques, issus des nouvelles facilités de distillation.

(1) Le gouvernement espagnol s'est engagé à ne pas expédier plus de 350 tonnes de poires par jour. Ce quota ne semble pas dépassé. De plus, les poires doivent avoir un calibre minimum de 60 mm. En France, l'interprofession s'était engagée le 15 mai à respecter ce calibre de 60 mm, mais l'arrêté d'homologation de cet accord interprofessionnel n'a toujours pas été pris par les ministères concernés.

TRANSPORTS

CONCORDE VOLERA ENCORE

Le ministère des transports a démenti, lundi 19 juillet, les termes d'un article du Times, selon lequel le gouvernement français envisageait d'interrompre l'exploitation de Concorde. Le ministère précise même que des crédits budgétaires sont déjà prévus pour 1983 afin de financer le déficit des lignes supersoniques.

Le contrat d'entreprise signé entre la compagnie nationale et l'Etat pour la période 1981-1983 prévoit une prise en compte par le budget national de la totalité des charges d'amortissements et des frais financiers du programme, ainsi que de 90 % du déficit d'exploitation des sept avions d'Air France, le reste incombant à la compagnie.

Pour 1981, le déficit total de Concorde s'est élevé à 362,4 millions de francs, dont 186 millions d'amortissements et de frais financiers qui devraient continuer de toute façon d'être payés même en cas d'interdiction de l'exploitation. Sur les 176,4 millions de francs du déficit d'exploitation proprement dit, l'Etat a pris à sa charge quelque 159 millions.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-U	6,64/6,69	+ 65 + 115	+ 116 + 165	+ 220 + 340
Scn	5,45/5,49	- 90 - 35	- 135 - 65	- 410 - 255
Yes (100)	2,63/2,67	+ 180 + 210	+ 345 + 380	+ 590 + 1000
DM	2,78/2,80	+ 125 + 155	+ 255 + 290	+ 760 + 835
Flm	2,51/2,59	+ 125 + 158	+ 250 + 280	+ 785 + 778
F.S. (100)	14,59/14,61	- 110 - 60	- 95 + 140	- 280 + 265
E.S.	3,27/3,28	+ 210 + 345	+ 615 + 650	+ 1080 + 1090
L. (100)	9,71/9,77	- 245 - 198	- 480 - 1448	- 1230 - 1290
£	11,94/11,98	+ 155 + 270	+ 490 + 580	+ 1465 + 1750

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/7/82	8/13/82	8/5/82	9	8/11/82	9/1/82	8/15/82	9/5/82
SE-U	12	12	12	12	13	14	13	14
Flm	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
F.S. (100)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
E.S.	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
L. (100)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
£	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

Le ministère des Pêches de la République populaire d'Angola, boîte postale 83, Luanda, annonce la réalisation d'un concours public pour la fourniture de :

Deux tunnels de séchage de poisson pour une production de 40 T/24 heures.

Les spécifications et les conditions du contrat peuvent être obtenues à travers :

Ministère des Pêches, Luanda, République Populaire d'Angola
Ambassade de la R.P.A. en France, 19, avenue Foch, 75016 Paris
Les propositions doivent obéir aux conditions suivantes :

- 1) Être remises simultanément au Ministère des Pêches à Luanda et à « Consulmar » jusqu'à 18 heures le 31 août 1982. Tous les documents doivent être envoyés en double et rédigés en portugais ou anglais, et les documents techniques en français ou anglais.
- 2) Mentionner prix fixes, en U.S. dollars, ainsi que l'accord du fournisseur aux conditions de contrat.
- 3) Inclure toutes les informations techniques nécessaires à l'évaluation des caractéristiques de l'équipement proposé, ou soit des dessins, diagrammes, spécifications de l'équipement, etc.
- 4) La validité de la proposition doit être d'au moins quatre mois.

La commission d'appréciation des propositions se réserve le droit d'évaluer les propositions par leur réelle valeur intrinsèque, n'étant pas obligatoire l'adjudication au concurrent qui présente le prix le plus bas ou à tout autre. La commission d'appréciation n'a pas besoin de présenter des explications, des raisons, ou critères qui sont à la base de sa décision quant à l'adjudication.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

Le ministère des Pêches de la République Populaire d'Angola, boîte postale 83, Luanda, annonce la réalisation d'un concours public pour la fourniture des bateaux suivants :

- a) dix bateaux pour pêche artisanale ;
- b) un navire école ;
- c) un navire congélateur de 400 tonnes.

Les spécifications techniques et les conditions du contrat peuvent être obtenues à travers :

Ministère des Pêches, Luanda, République Populaire d'Angola
Ambassade de la R.P.A. en France, 19, avenue Foch, 75016 Paris
Les propositions doivent obéir aux conditions suivantes :

- 1) Être remises simultanément au Ministère des Pêches à Luanda et à « Consulmar » jusqu'à 18 heures le 31 août 1982. Tous les documents doivent être envoyés en double et rédigés en français et portugais ou anglais, et les documents techniques en français ou anglais.
- 2) Mentionner prix fixes, en U.S. dollars, ainsi que l'accord du fournisseur aux conditions de contrat.
- 3) Fixer dates de livraison, tant au constructeur qu'à Luanda.
- 4) La validité de la proposition doit être d'au moins quatre mois.

La commission d'appréciation des propositions se réserve le droit d'évaluer les propositions par leur réelle valeur intrinsèque, n'étant pas obligatoire l'adjudication au concurrent qui présente le prix le plus bas ou à tout autre. La commission d'appréciation n'a pas besoin de présenter des explications, des raisons, ou critères qui sont à la base de sa décision quant à l'adjudication.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire du 30 juin 1982, qui s'est tenue dans les bureaux du nouveau siège social, 30, cours de la République, à Villeurbanne (Rhône), a approuvé les comptes de 1981, faisant apparaître un résultat de 11 239 777 francs (contre 6 273 292 francs en 1980) et décidé la mise en paiement d'un dividende de 28 francs par action, soit, compte tenu

de l'impôt payé d'avance, un dividende global de 42 francs (contre respectivement 22 francs et 33 francs l'an dernier). L'assemblée a également décidé les pouvoirs nécessaires au conseil d'administration pour adapter s'il y a lieu les conditions de paiement de ce dividende aux nouvelles dispositions législatives. Celles-ci sont maintenant connues, et le dividende prévu de 28 francs net par action sera mis en paiement à la date du 26 juillet 1982 contre remise du coupon n° 36.

Le résultat net du groupe est passé de son côté de 20 millions de francs à 27 millions de francs.

Dans son allocution, le président Paul Jean a indiqué que pour l'exercice en cours, et malgré un contexte général difficile, le chiffre d'affaires des cinq premiers mois s'est élevé à 714 millions, en progression de 17 %.

Il a en outre indiqué que Gorland avait acquis depuis le début de l'année le contrôle total de Bat Tauxier, dont l'activité et les résultats sont satisfaisants.

EUROPE N°1 IMAGES ET SON

Le chiffre d'affaires radiodiffusion du groupe Europe N°1 du troisième trimestre de l'exercice (période 1^{re} avril - 30 juin) est de 150 138 000 francs, contre 126 028 000 francs lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 19,13 %.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice (du 1^{er} octobre 1981 au 30 juin 1982), le chiffre d'affaires s'est élevé à 397 775 000 francs, contre 365 721 000 francs pour la même période de l'exercice précédent, marquant une progression de 8,76 %.

SOLE INVESTISSEMENT

Au 30 juin, l'actif net de la société s'élevait à 175 938 504,85 francs et le nombre d'actions à 560 392.

L'actif net se répartissait comme suit (en valeur boursière) :

- Obligations françaises 37,02 %
- Obligations étrangères 27,28 %
- Actions françaises 11,86 %
- Actions étrangères 20,00 %
- Autres éléments d'actif 3,84 %

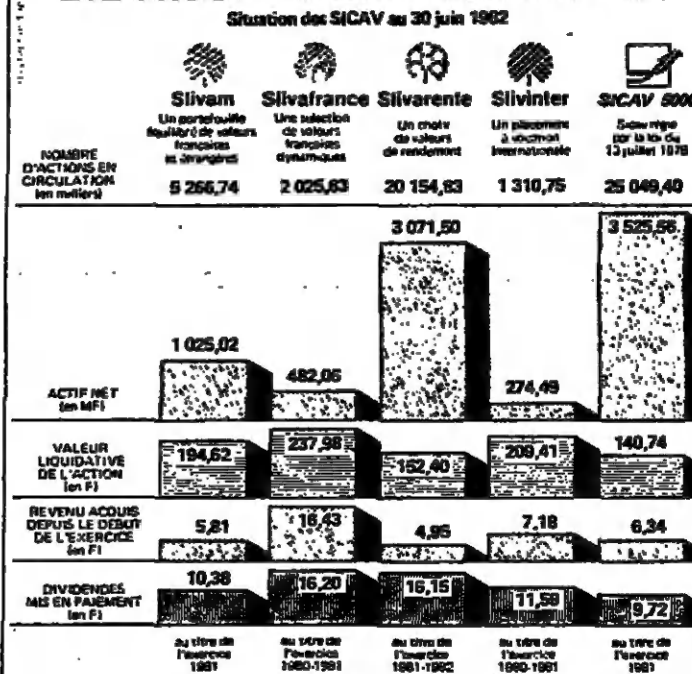
La valeur nette de l'action était au 30 juin de 313,96 francs, contre 293,22 francs au 31 mars dernier.

Par rapport au 31 décembre 1981, elle est en hausse de 10,6 %, compte tenu d'un coupon net de 18,38 francs mis en paiement le 25 mars dernier.

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE S.S.R.

Le résultat d'exploitation de la Société Séquanaise de Banque pour le premier semestre 1982 s'élève avant amortissements et impôts, et après provisions, à 24 040 000 F, à comparer à 23 330 000 F au 30 juin 1981.

LE GROUPE CREDIT LYONNAIS



Opportunités d'investissements au Canada.

M. Yves Chénier, directeur d'un réseau d'entreprises canadiennes et de groupes d'investissement, propose aux investisseurs français des opportunités d'investissement au Canada. Les investisseurs intéressés peuvent obtenir des informations et des documents de présentation de projets à l'adresse suivante : M. Yves Chénier, 1000 boulevard de la République, 1000, Montréal, Québec H3B 2G6, Canada. Téléphone : 514-667-7667.

ALGÉRIE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DU LIÈGE ET DU BOIS

DIRECTION ENGINEERING ET DÉVELOPPEMENT

1, RUE KADDOUR RAHIM, HUSSEIN-DEY-ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé en vue de la réalisation d'une extension de l'unité de mobilier métallique et d'organisation située à ROUBA (zone industrielle), wilaya d'Alger.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges contre le paiement de 400 DA auprès de la Société Nationale des Industries du Liège et du Bois - S.N.I.L.B. - 1, rue Kaddour Rahim - Hussein-Dey - ALGER.

Les soumissionnaires devront remettre leurs offres au plus tard 60 jours après la parution du présent avis dans la presse, le cachet de la poste d'arrivée faisant foi.

Les offres accompagnées de toutes les pièces requises par la législation en vigueur devront parvenir sous double pli cacheté et portant la mention : « APPEL D'OFFRES - PROJET EXTENSION UNMO ROUBA ».

A ne pas ouvrir.

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne portant aucune mention permettant d'identifier le soumissionnaire.

Les soumissionnaires demeureront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

MARCHÉS FINANCIERS

Marché	Indice	Différence
Paris	10 250	+ 100
London	2 450	+ 20
New York	1 200	+ 10
Hong Kong	15 000	+ 50
Tokyo	18 000	+ 100
Bombay	12 000	+ 20
Calcutta	10 000	+ 10
Rangoon	8 000	+ 5
Manila	6 000	+ 10
Cebu	5 000	+ 5
Singapore	4 000	+ 10
Batavia	3 000	+ 5
Sourabaya	2 000	+ 10
Jakarta	1 000	+ 5
Bandung	500	+ 10
Medan	400	+ 5
Semarang	300	+ 10
Surabaya	200	+ 5
Yogyakarta	100	+ 10
Manado	50	+ 5
Macassar	40	+ 10
Palu	30	+ 5
Poso	20	+ 10
Tomohon	10	+ 5
Wahana	5	+ 10
Wohi	4	+ 5
Wohi	3	+ 10
Wohi	2	+ 5
Wohi	1	+ 10
Wohi	0	+ 5

BOURSE DE PARIS Comptant 20 JUILLET

NEW-YORK

Résistant malgré de nouvelles ventes bénéficiaires

Le semaine avait assez bien commencé à Wall-Street. Mais une nouvelle vague de ventes bénéficiaires survenue lundi en cours de séance a contraint le marché à faire marche arrière. Il reste qu'une forte tendance à la résistance s'est manifestée, et, si la plus grande partie des gains initiaux ont été perdus, à la clôture l'indice des industriels caennestrigt encore un gain, modeste certes, mais appréciable en s'inscrivant à 826,10 (+ 2,57 points). Au plus-haut de la journée il avait atteint 836,66.

Dorénavant, les craintes éprouvées sur la faiblesse de l'économie ont pris le pas sur les espoirs d'une détente des taux d'intérêt. Autour du big board, les opérateurs n'étaient guère convaincus que l'inflation de 1981 était encore possible. Depuis le 2 juillet, elle a déjà monté de 31,68 points, et beaucoup estiment que ses chances d'améliorer son score sont minces avec les dernières statistiques sur la conjoncture, notamment la baisse des constructions de maisons individuelles de 15,3 % en juin, après une remontée de 21,9 % le mois précédent.

Le marché, il est vrai, n'avait pas en connaissance de la décision du FED d'abaisser le taux de l'escompte (11,5 % contre 12 %) pour la première fois depuis décembre 1981, ni de celle de deux grandes banques de suivre cet exemple en ramenant leurs « prime rate » de 16 1/2 % à 16 %.

VALEURS	Cours du 18 juillet	Cours du 19 juillet
Alcoa	24	23 1/2
A.T.T.	53 1/4	53 5/8

Boeing	17 1/4	17 1/4
Chase Manhattan Bank	34 3/4	34 1/4
De Pont de Nemours	31 1/8	30 1/2
Eastman Kodak	77 7/8	77 1/2
Exxon	26 7/8	26 5/8
Steel	24 1/4	24

General Electric	29 1/2	29
General Foods	59 1/2	58 3/4
General Motors	36	36
Goodyear	46 5/8	46 1/2
I.R.M.	25 5/8	25 1/4
I.T.T.	86 1/2	85 7/8
Micheli Oil	22 5/8	22 3/4
Pfizer	22 1/8	22 1/2
Schlumberger	58 3/4	58 1/4
Tosco	38 5/8	36 5/8
	27 3/4	27 7/8

U.A.I. Inc.	19 3/8	19 1/4
Union Carbide	42 1/2	42
U.S. Steel	18 1/4	18 3/8
Westinghouse	28 3/8	28 3/8
Xerox Corp.	31 3/8	31

CIÉTÉS

SER. — Chiffre d'affaires consolidé du premier semestre : 1 195 millions de francs (+ 15 %). Les ventes en France ont progressé de 16 % à 735 millions.

RAND MINES. — Les mines du groupe prennent des bénéfices nets chaque jour.

majorés de 56 % pour le second trimestre par rapport au premier. Raisons de cette hausse : la réduction des charges fiscales, la stabilité du prix de l'or, l'augmentation de la production. Pour sa part, East Rand fait état d'un résultat net de 3,44 millions de rands contre une perte de 223 000 rands. Celui de Harmony est de 27,32 millions de rands contre 21,72 millions, de Durban Deep de 3,93 millions de rands contre 2,55 millions et de Blyvoor de 14,23 mil-

AMERICAN EXPRESS. - Pour le premier semestre, le bénéfice atteint 261,8 millions de dollars contre 244,1 millions, pour un chiffre d'affaires de 3,75 milliards de dollars contre 3,46 milliards.

KUESTA. — Pour l'exercice clos le 15 avril dernier, le bénéfice net consolidé atteint 57,6 millions de dollars (- 4,70 %), pour un chiffre d'affaires pratiquement sta-

THORN EML - Bénéfice impossible.
pour l'exercice clos le 31 mars dernier :
105,4 millions de livres contre 94,3 millions.

Dividende final de 10,575 pence faisant un total inchangé de 14,625 pence.

	Cours	Premier	Dernier
--	-------	---------	---------

	action	VALEURS	précéd.	COMPT.	COURS
506	Facem	541	545	548	
1100	Fiche-buche ..	976	975	975	

143	Fractal	157	156	156
141	Five-Life	135 50	137	137
50	Fondarie (Edn.)	51	51	51
95	Freemason	82	82	82
400	Freemason	390	391	391

185	Gen. Lafayette	147	146	148
320	Gen. d'Entrep.	274	274	274
1350	Gen. Géophy.	1252	1264	1264
465	G.T. Mars.	472	468	468

355	Eyenne-Gaz.	374 80	378	378
440	Hachette	485	468	488 c
340	Héris (La)	353	348 20	348 20
50	Imbol	46 10	46 50	47
220	Journ. Pharm-M.	200	201	201

173	Ind. et Particip.	158 50	158 50	158 50
700	Inst. Mérieux	690	699	699
940	Intercofrance	935	950	950
179	J. Borel Int.	178 50
999		100	100	100

188	J. Leavenworth	193	193	193
154	Jaumott Ind.	141	138 50	138 50
18 50	K&H-Columbus	17 70	17 05	17 05
290	Lair, Bolton	288 50	288 50	288 50
235	Laing-Coppie	199 50	195 20	195

235	(tbl)	276	274 10	274 10
1480	Legend	1470	1480	1480
745	Lesieur	728	726	732
161	Locheance	173	174	174
340	Locheur	370	374	371

410	Lyonn. Bank	420	420	420
31	Machines Bull	30 05	29 60	29 50
245	Min. Phoenix	241 50	243	243
1250	Majorette (Lyl)	1220	1212	1212
		222	222	222

318	Ward	346	350	350
43	Mr. Ward	41 70	43	43
756	Marral	725	730	730
750	- (tbl.)	740	730	730
535	Marin-Guin	488	487	487

1310	Metro	1473	1475	1477
8 80	Maj. Rev. D.-M.	8 95	8 40	8 75
600	Michelin	597	587	598
595	- (col.)	571	571	571
...

840	M. (Cao)	831	631	831
103	Mines Kaf (Stg)	100 10	102	102
39	M.M. Penneroya	39 50	39	39
895	Molt-Hannony	754	754	754
280	- (Hd)	885	885	885

400	Max. Leroy-S. . .	372	375	374
53	McGinnis	53 30	53 10	53 50
320	Murray	355	359	359
189	Norop. Mistas . .	156	156	156

15	Nobel-Borel ...	14 90	14	13 05
48	Nord-Est	43	43	43
200	Norden (Hy) ...	181	195	195
82	Nouveaux Gal.	79	79	79

410	Deception (cont.)	402	386 50	386 50
168	Oliver-Coby	178	177 60	177 60
675	Oran. F. Paris ..	725	725	725
115	Opie-Pambers ..	123 30	124	124 50
908	Orin D.J.	862	868	872

66	Papet, Gacogne	84	84	84
----	----------------	----	----	----

10

— 100 —

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

LEAVES	COPIES per page	COUNTS
spic. mic.)	58	----
N.	74	----
	204	----
	1 26	----

--
page

7/7	Environ Folds Index	Recomb net

SICAV

Recess	1514 40	144 53
Recess	187 29	178 20
Recess	210 16	200 83
Recess	228 47	228 81
Recess	240 57	171 02
Recess	257 45	245 78
Recess	380 57	181 63
Recess	105 63	158 12
Recess	318 71	304 26
Recess	252 17	155 15
Recess	1027 69	1027 89
Recess	504 14	567 20

	675	69	645	05
	241	67	230	71
	241	18	230	25
	526	42	238	53
France	181	79	183	08
Germany	658	77	407	42
	178	57	171	43
Italy	987	30	915	89
Japan	116	27	101	93
Nor	435	03	415	30
Poland	148	54	142	05
Sweden	574	47	548	42
Switzerland	243	81	232	76
U.S.A.	259	20	256	04
Yugoslavia	585	58	588	94
Belgium	431	01	411	47
Denmark	238	84	235	20
Finland	277	77	285	17
Greece	340	52	328	06
Spain	171	08	163	33
	177	43	189	38
	315	99	286	37
Australia	400	74	398	14
Canada	403	43	385	14
France	282	84	258	82
Germany	251	47	240	07
Italy	443	21	422	11
Japan	1910	77	1807	71
Sweden	742	14	718	23
Switzerland	193	36	184	58

garden	236.25	
Harvest	423.11	
grain	473.81	452.32
grape	140.83	134.93
grass	128.04	120.32
graze	173.71	185.93
hay	532.45	506.51
hedge	324.18	300.46
hills	228.82	210.28
honey	371.17	354.34
house	128.19	119.81
ingra	1108.22	1084.81
iron	705.56	671.85
iron	10144.7	10144.7
must	383.30	385.82
olive	136.30	128.22
olive	293.53	283.18
olive	354.75	338.66
olive	302.57	288.85
olive	210.67	201.12
olive	344.19	328.55
olive	10289.87	10216.86
olive	277.18	226.41
olive	179.88	171.50
olive	144.26	137.72
olive	151.82	144.85
olive	290.02	288.46
olive	325.93	311.19
olive	150.85	144.08
olive	602.48	582.01

263 95	242 43
213 78	204 10
163 34	156 93
231 58	221 08
514 08	490 21
713 42	681 27
304 79	280 72
280 12	276 01
697 27	531 85
725 33	682 44
343 41	327 84
235 88	225 19
180 45	172 22
472 49	432 07
476 49	452 80
416 11	361 90
627 79	599 32
1436 55	1387 36
1185 28	1156 28
287 21	258 09
106 177	106 59
478 52	467 20

ation des valeurs ayant
14 h. 30. Pour cette
sion de l'après-midi.

Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
---------------	---------------	----------------------

47 60	47 80	48
78	78 30	78 30
578	581	574
29 40	29 40	29 10
202	202	198 50
36 80	35 80
600	596	600
500	500	500
198	196	195 10
13620	13620	13690
374	374	370
765	767	760
458 50	460	457 50
54 50	54 50	76 30
188 50	188	200
184 50	184 50	184 50
990	990	971
378 80	378 50	378
278 75	278 50	278
80 75	80	58 80
200	200	200
321 80	322	324 80
80 80	80 80	60 20
768	767	775
113 80	113	114
140	140	142
484	484

416	416	414 50
200	200	187
217	217	2 016 30
278	278	276
2	2	2

incident (SICAV)

LIBRE DE L'OR

ES	COURS préc.	COURS 20/7
.....	77000	78500
.....	76800	75300
.....	690	591
.....	440
.....	529	511
.....	500	490
.....	606	581
.....	2719	2705
.....	1940	1350
.....	790
.....	3300	3290
.....	510	501

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- LIBAN : « Le petit mécontent » par Germaine Tillon ; « Le nouveau rôle de la France au Liban » par Youkha Moubarek ; « Comment s'en débarrasser ? » par André Fontaine.
- LA GUERRE AU LIBAN ET SES PROLONGEMENTS DIPLOMATIQUES
- PROCHE-ORIENT
- LA GUERRE DU GOLFE
- ASIE
- AFGHANISTAN : un témoignage sur la résistance à l'offensive soviétique du mois de mai, dans la vallée du Panshir.
- FRANCAIS DE L'ÉTRANGER l'épilogue d'élections controversées.
- AMÉRIQUES
- BOLIVIE : considéré comme un « dur », le général Vilasov prend le titre de l'Étincelle.
- EUROPE
- GRANDE-BRETAGNE : les nouvelles fréquentations de Buckingham Palace.

POLITIQUE

- A L'ASSEMBLÉE NATIONALE : adoption du projet sur les compétences de la région de Corse.
- AU SÉNAT : la liberté d'expression des travailleurs.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

9. « Botryococcus braunii », une algue à hydrocarbures.
- L'écroissance du usage zodiacal.

SOCIÉTÉ

- Blouses blanches et robes noires (II) par Jean-Marc Thévenaz.
- JUSTICE : l'abrogation de la loi « sécurité et liberté » à l'Assemblée nationale.
- EDUCATION : informations pour enseignants à l'université d'été de Marseille.
- SPORTS : les championnats du monde d'escrime de Rome, la 15^e étape du Tour de France cycliste.

CULTURE

- FESTIVALS : le Tour en Italie d'Aix-en-Provence ; les propositions du Syndicat d'Avignon.
- JAZZ : Cecil Taylor, Son Ra et Jimmy Giuffrè à Paris.
- EXPOSITIONS : Dymovskaya à Vesoul.
- RADIO-TELEVISION : le météorologue des radios libres parisiennes s'écroule.

RÉGIONS

20. RICHESSES D'Auvergne : L'ardoise-France : naissance d'un parc. En amont de Roanne, les gorges de la Loire avant qu'il ne soit trop tard.
- PÊCHE : un entretien avec M. Le Penec.

ECONOMIE

21. SOCIAL : la rencontre entre le premier ministre et les syndicats de fonctionnaires.
22. AFFAIRES : un R.F.A. Bosch est prêt à acquiescer d'autres activités « AEG Telefunken ».
- AGRICULTURE

Le numéro du « Monde » daté 20 juillet 1982 a été tiré à 496 827 exemplaires.

A B C D E F G

Le taux d'escompte aux États-Unis est ramené de 12 % à 11 1/2 %

Une mesure spectaculaire a été prise, lundi 19 juillet, par le Conseil de la Réserve fédérale des États-Unis (Federal Reserve Board, F.R.B. en abrégé) : le taux d'escompte officiel a été ramené de 12 % à 11 1/2 %. Siècle brutal de 12 % à 14 % au printemps 1981 pour lutter contre l'inflation, ce taux avait été abaissé à 12 % à la fin octobre de la même année, puis à 13 % en décembre suivant. Depuis, la F.R.B. s'était refusé à toute nouvelle réduction, estimant que les risques d'une reprise de l'inflation étaient trop grands et ceci en dépit d'une récession prolongée de l'économie américaine.

Fermeté du dollar

Un dépit de la baisse du taux d'escompte américain, largement anticipée, il est vrai, le dollar s'est montré ferme, passant de 8,86 francs à 8,87 francs sur la place de Paris et de 2,4650 DM à 2,47 DM sur celle de Francfort. La demande de monnaie américaine reste très forte signalant les meilleurs financiers internationaux. D'abord, on n'est pas encore sûr que la détente des taux se poursuivra aux États-Unis. M. Paul Volcker, président du F.R.B., devra déposer à ce sujet devant le Congrès mardi après-midi. Ensuite, la tension au Moyen-Orient accentue le caractère de monnaie-refuge attaché actuellement au dollar. Enfin, les banques centrales européennes, n'attendant qu'un signal en provenance d'Amérique pour réduire également leur taux, qui maintient l'écart en faveur des taux pratiqués à New-York et continue à soutenir le dollar. La Banque centrale d'Allemagne doit prendre sa décision le 22 juillet, et la Banque de France suivra, probablement, son exemple.

Pendant trois ans LA C.E.E. LIMITERA A 6,5 MILLIONS DE TONNES SES IMPORTATIONS ANNUELLES DE MANIOC

(De notre correspondant.) Communautés européennes (Bruxelles). — Après deux ans de négociations, la C.E.E. va pouvoir signer des accords d'autorisation d'importation de manioc de Thaïlande et de Malaisie. Les ministres de l'Agriculture des Dix, réunis le 19 juillet à Bruxelles, sont convenus des contingents à offrir à la Thaïlande et à l'Indonésie, au total 6,5 millions de tonnes en 1982 et les deux années suivantes, et 8,1 millions de tonnes en 1983.

Une mise au point de M. Mitterrand à propos d'une émission de TF1

À la suite des commentaires publiés par certains journaux sur la programmation de TF1, mardi soir 20 juillet, à 20 h 35, d'une émission consacrée à ses écrits et discours, M. François Mitterrand a fait diffuser mardi matin la communication suivante : « Le président de la République a appris par la presse tout à la fois qu'une émission consacrée à ses écrits et discours » avait été programmée ce mardi soir sur la première chaîne à 20 h 35 et qu'une autre émission devait se substituer à la place de Jean-François, Sherlock Holmes. Tout en laissant le soin aux responsables de TF1 de décider de la suite à donner à la suppression de l'émission le concernant, il leur a cependant fait connaître avec insistance que son nom personnel ne devait en aucun cas servir de support à ses écrits. Sa position dans cette affaire relève de cette attitude générale. »

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA BAGAGERIE

SPÉCIAL DÉPART SACS DE VOYAGE 3 tailles, 3 teintes 40 cm 99F 50 cm 129F 60 cm 149F 12, rue Tranchet 41, rue du Four 74, rue de Passy Tour Maine-Montparnasse

Dejeuner "nature" ?

Au milieu des fleurs et des arbres. Buffet froid et buffet chaud. Fromages. Desserts. Vin à discrétion. 100F LES OLIVIERES D'ÉTÉ Club Méditerranée

EXPRESS ORALE & MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement COURS LE FÉAL 357 25 00 30, rue des Dames Paris 17^{ème} les cours continuent en juillet et août.

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

Dans le centre de Londres

DES EXPLOSIONS FONT PLUSIEURS MORTS

Londres (A.P.P.) — Deux membres de la cavalerie royale ont été tués et treize autres, dont un policier à cheval, blessés, mardi matin 20 juillet, par l'explosion d'une voiture piégée sur leur passage à Hyde-Park, dans le centre de Londres, selon le dernier bilan fourni par Scotland Yard. La police a dû évacuer sur place un certain nombre de chevaux.

CHOMAGE RECORD EN GRANDE-BRETAGNE

Trois millions cent quatre-vingt dix mille six cent vingt et un britanniques cherchant un emploi en juillet, a annoncé le département de la main-d'œuvre, le 20 juillet. C'est le nombre de chômeurs le plus élevé depuis la guerre.

Le nombre des usagers et revendeurs de drogue interpellés a augmenté de 65 %

L'efficacité accrue de la police et des douanes

M. François Colcombet, président de la mission permanente de lutte contre la toxicomanie, a annoncé, mardi 20 juillet lors d'une conférence de presse, qu'au cours du premier semestre 1982 l'augmentation du nombre total des interpellations pour usage et usage-revente de drogue est de 65,42 % par rapport au premier semestre de l'année précédente (de 6 135 à 10 149). A noter dans ces statistiques la très forte progression de l'usage du cannabis, 34,63 % (2 864 à 5 454), de l'héroïne, 37,46 % (2 136 à 3 577) et des solvants et autres produits chimiques, 48,54 % (724 à 1 161) l'interpellation des trafiquants proprement dits, augmentée de 13,76 % (389 à 454).

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

LA MORT EN VRAI

La dépêche est tombée comme chaque lundi après-midi, sèche, tranchante, terrifiante : « Cinquante-huit morts, quatre cent trente-huit blessés, dont cent vingt-six grièvement atteints, tel est le bilan officiel et provisoire des accidents du week-end communiqué lundi à 12 heures par les services de la province de l'Agence France-Presse. » Dans une indifférence quasi générale...

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le général de la libération de la place

Le général de la libération de la place... (Texte partiellement visible et difficile à transcrire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)